



Georg Lutz

Élections fédérales 2007

Participation et choix électoral

selects

Lausanne, 2008

Lutz, Georg
Élections fédérales 2007. Participation et choix électoral.
Lausanne: Selects – FORS, 2008.

Editeur : Selects – FORS

Le projet de recherche électorale Selects ainsi que l'impression et la traduction de cette brochure sont soutenus par le Fonds national suisse, projet no 10FI13-111475 et 10FI13-119358.

Selects est affilié à la Fondation FORS à Lausanne.

Source :
Selects – FORS
Université de Lausanne, Vidy
CH-1015 Lausanne
Tél. 021 692 37 30
Fax. 021 692 37 35
Courriel : georg.lutz@fors.unil.ch

www.selects.ch
www.fors.unil.ch

Toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin

Traduction : Sonja Gurtner, Line Rennwald, Amal Tawfik (français),
Andrea Plata, Emilio Violi (italien).

Tous droits réservés.
Copyright © chez l'éditeur.
Toute reproduction sans autorisation de l'éditeur est interdite.
Impression : Genossenschaft Widerdruck, Berne
Papier blanchi sans chlore et colle neutre

ISBN 978-2-940416-01-1

L'essentiel en bref

L'UDC et les Verts sont les vainqueurs des élections fédérales 2007, le PS et le PRD les perdants. Pourquoi? L'enquête conduite auprès de 4392 électrices et électeurs suisses et celle réalisée auprès de 1707 candidates et candidats dans le cadre du projet de recherche électorale Selects répond à cette question.

L'UDC est le parti qui répond le mieux aux préoccupations de son électorat: les électeurs UDC sont les plus nombreux à croire que leur parti est apte à résoudre le problème qu'ils jugent comme le plus pressant, à savoir le problème des étrangers et de l'immigration. Les candidats UDC possèdent de ce point de vue une vision plus différenciée: selon eux, ce sont la criminalité et la sécurité – et pas en premier lieu les étrangers et l'immigration – qui constituent actuellement les problèmes les plus importants.

L'UDC a avant tout gagné des voix au détriment du PRD. Par rapport à 2003, l'UDC a nettement amélioré son score électoral auprès des personnes avec un revenu compris entre 3000 et 5000 francs, et auprès des personnes ayant terminé leurs études avec un apprentissage. Dans ces catégories, la force électorale de l'UDC atteint 40%.

Les gains électoraux de l'UDC ne s'expliquent pas seulement par une mobilisation tardive au cours des dernières semaines de la campagne. Les bases du succès de l'UDC ont été jetées déjà beaucoup plus tôt: l'UDC est surtout surreprésentée parmi les personnes pour lesquelles le choix électoral était "toujours clair".

La comparaison temporelle montre qu'un fort mouvement de dégroupage s'est produit au sein du camp bourgeois au cours des 12 dernières années. En 1995, le PDC, le PRD et l'UDC possédaient encore chacun une aile libérale et une aile conservatrice. En 2007, les personnes qui se positionnent à droite de l'échiquier politique ont voté en grande majorité pour l'UDC. L'aide droite du PRD et du PDC est marginalisée.

Les gains des Verts ont été réalisés avant tout aux dépens du PS et s'expliquent par les préoccupations relatives à l'environnement et au climat. Les deux partis de gauche se partagent le même électorat: la plupart des électeurs PS s'imaginent aussi pouvoir voter pour les Verts, et réciproquement. Les deux partis sont en outre tous deux clairement positionnés à gauche et ont peu de rayonnement au centre. Les candidats PS et Verts sont plus à gauche que leurs électeurs.

Le PRD a un problème de confiance. Seule une minorité de ses électeurs le considèrent comme le parti le plus compétent pour résoudre le principal problème de l'heure. Des quatre partis gouvernementaux, le PRD est aussi celui qui par-

vient le moins à convertir son potentiel électoral en vote effectif. Le PRD n'est pas parvenu à attirer davantage de jeunes électeurs.

Au total, les candidats aux élections fédérales de 2007 ont dépensé au moins 25 millions de Francs pour leur campagne électorale, soit plus de 5 Francs par électeur. A cela s'ajoutent les dépenses des partis et des comités électoraux. Ces montants sont comparables à ceux dépensés dans les autres pays démocratiques. Aux Etats-Unis, on estime que les candidats aux élections présidentielles de 2008 auront dépensé 1 milliard de dollars, soit 5 dollars par électeurs (200 millions d'électeurs).

Les candidats bourgeois dépensent en moyenne 15'000 Francs pour leur campagne. Le montant correspondant est de 6'800 au PS et 3'100 chez les Verts. Il existe en outre des différences considérables au sein même des partis. La plupart des candidats qui considéraient avoir très peu de chances d'être élus n'ont guère investi d'argent dans la campagne. Les dépenses les plus élevées ont été consenties par les candidats qui estimaient avoir de bonnes chances de décrocher un siège, mais n'étaient pas sûrs d'être élus.

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	<i>Les élections 2007</i>	1
1.2	<i>Le contenu de cette brochure</i>	3
1.3	<i>Les points forts de l'étude</i>	4
2	La participation électorale	5
3	Le choix électorale	11
3.1	<i>Le choix électorale selon les caractéristiques sociales</i>	11
3.2	<i>Transferts d'électorales et d'électeurs</i>	16
3.3	<i>Prise de décision et choix électorale</i>	19
3.4	<i>Position politique et choix électorale</i>	23
4	Les potentiels des partis et leur concrétisation	31
5	Les candidats	35
6	Annexe	47
6.1	<i>Le projet Selects</i>	47
6.2	<i>Interprétation des résultats</i>	48
6.3	<i>Les sondages</i>	49
6.4	<i>Pondération</i>	51

Les partis en bref

Les Verts	Les Verts
PDC	Parti démocrate chrétien
PRD	Parti radical démocratique suisse
PS	Parti socialiste
UDC	Union démocratique du centre

Tableaux et graphiques

Tableau 1 : résultats officiels des élections au Conseil national de 1995 à 2007 (en %)	2
Tableau 2 : répartition des sièges au Conseil des Etats entre 1995 et 2007	2
Tableau 3 : participation électorale d'après les caractéristiques sociales sélectionnées entre 1995 et 2007	6
Graphique 1 : participation aux élections 2007 d'après l'âge et le sexe	7
Tableau 4 : participation selon l'orientation politique 1995-2007	8
Tableau 5 : motif de participation le plus important de 1995 à 2007	8
Graphique 2 : principal motif de participation selon les régions linguistiques en 2007	9
Graphique 3 : principal motif de participation selon le choix du parti en 2007	10
Tableau 6 : choix électoral de 1995 à 2007 selon les caractéristiques sociales	12
Graphique 4 : choix électoral en 2007 d'après l'âge	14
Tableau 7 : choix électoral en 2007 comparativement à celui du père	15
Tableau 8 : processus de mobilisation : décision en 2007 selon le comportement en 2003	17
Tableau 9 : processus de démobilisation : comportement en 2007 selon le choix de 2003	18
Graphique 5 : comparaison entre les votants et les non votants concernant la préférence pour les partis en 2007	19
Graphique 6 : Manière de voter entre 1995 et 2007	20
Graphique 7 : moment du choix pour la décision de vote 1995-2007	20
Tableau 10 : manière de voter et vote UDC 2007	21
Tableau 11 : moment de la décision et choix UDC en 2007	22
Tableau 12 : évaluation subjective de sa propre décision en 2007	22
Graphique 8 : positionnement des votants sur l'axe gauche-droite 2007	23
Graphique 9 : positionnement gauche-droite et choix électoral en 1995	25
Graphique 10 : positionnement gauche-droite et choix électoral en 2007	25
Graphique 11 : popularité d'importants politiciens selon le choix du parti	27
Tableau 13 : problème le plus important de l'électorat de 1995 à 2007 ainsi qu'en 2007 selon le choix du parti et la région linguistique	29

Tableau 14 : le parti le plus compétent pour résoudre le problème le plus important.....	30
Tableau 15 : potentiel fiable et potentiel maximal ainsi que leur taux de concrétisation en 2007 et 2003.....	32
Tableau 16 : structure de la concurrence entre les partis en 2007	34
Tableau 17 : propre estimation concernant les chances d'élection des candidats	36
Tableau 18 : affiliation des candidats à diverses organisations	37
Tableau 19 : les candidats et l'occupation de fonctions publiques et au sein du parti en 2007	38
Tableau 20 : utilisation et importance de différents outils de campagne	39
Tableau 21 : dépenses pour la campagne électorale des différents candidats	41
Graphique 12 : dépenses pour la campagne selon les chances personnelles	42
Graphique 13 : classement sur une échelle gauche-droite des candidats et des électeurs pour chacun des partis.....	43
Tableau 22 : thèmes considérés comme importants par les candidats et par l'électorat pour chaque parti	44

1 Introduction

1.1 Les élections 2007

Les élections 2007 ont été fortement marquées par l'UDC, qui a dominé et polarisé la campagne électorale comme lors des élections précédentes. Dans une première phase, jusqu'à fin août 2007, la campagne de l'UDC a essentiellement porté sur l'exigence d'un renvoi plus conséquent des criminels étrangers. Ce thème a été médiatisé par une initiative populaire ainsi que par une affiche qui a suscité un grand émoi ; elle représentait des moutons blancs chassant hors de Suisse un mouton noir. Dans une seconde phase, entre fin août et le 23 octobre, jour des élections, la campagne de l'UDC s'est focalisée sur la personne de Christoph Blocher. Bien avant que la commission de gestion du Conseil national ne critique, début septembre, le Conseiller fédéral Christoph Blocher sur sa manière de gérer son département dans l'affaire du départ du procureur de la Confédération Valentin Roschacher, l'UDC est préventivement passée à l'offensive en prétendant que les autres partis avaient ourdi un plan secret afin d'évincer Christoph Blocher du Conseil fédéral. La manœuvre de l'UDC visait à renforcer sa position en vue des élections. En outre, les actes de violence du 6 octobre 2007 à Berne ont marqué la dernière phase de la campagne 2007 : lors d'une manifestation annoncée depuis longtemps pour la mobilisation finale des sympathisants de l'UDC, des groupements de gauche ont réagi par une contre-manifestation non autorisée. De violents affrontements entre les manifestants et la police, faisant d'énormes dégâts matériels sur la place fédérale, ont eu lieu en ville de Berne ; de plus, le cortège des manifestants soutenant l'UDC n'a pas pu défiler à travers la ville de Berne jusqu'à la place fédérale comme c'était initialement prévu.

Les autres partis ont eu beaucoup de peine à faire entendre leurs revendications. Les Verts ont été les grands bénéficiaires du débat de portée mondiale sur le changement climatique et ses conséquences, débat qui, en Suisse aussi, a été fortement répercuté par les médias. Jusqu'à la fin, les autres partis sont restés peu clairs quant aux points forts de leur programme.

Les partis qui ont suscité la plus grande attention des médias et du public pendant la campagne électorale se sont également retrouvés parmi les gagnants le 23 octobre (cf. tableau 1). Pour la cinquième fois consécutive, l'UDC a réussi à améliorer son score électoral au Conseil national. Elle est devenue de loin le plus grand parti et a atteint un nombre de voix qu'aucun autre parti n'avait jamais atteint depuis l'introduction du système proportionnel en 1919. Les Verts ont également pu accroître fortement leur nombre de voix, mais ils n'ont pas réussi à passer la barre des 10%. Le PS fait partie des perdants des élections 2007. Il a perdu 3,8% par rapport à 2003 et a passé sous la barre des 20%. Le PRD a

également subi des pertes. Avec 15,8% de voix, il est certes resté le troisième parti, mais l'écart entre le PRD et le PDC a une nouvelle fois diminué. Le PDC, en recul constant depuis 1979, est parvenu à inverser la tendance en progressant très légèrement par rapport à 2003.

Tableau 1 : résultats officiels des élections au Conseil national de 1995 à 2007 (en %)

<i>Parti</i>	<i>1995</i>	<i>1999</i>	<i>2003</i>	<i>2007</i>
UDC	14.9	22.5	26.7	28.9
PRD	20.2	19.9	17.3	15.8
PDC	16.8	15.9	14.4	14.5
PS	21.8	22.5	23.3	19.5
Les Verts	5.0	5.0	7.4	9.6
<i>Autres</i>	<i>21.3</i>	<i>14.2</i>	<i>10.9</i>	<i>11.7</i>

Source : Office fédéral de la statistique

Les élections au Conseil national ont eu lieu en même temps que les élections au Conseil des Etats. Ce dernier présente pourtant une toute autre composition que celle du Conseil national. Le Conseil des Etats est toujours dominé par le PDC et le PRD. En 2007, l'UDC n'est pas encore parvenue à confirmer sa progression des 12 dernières années au Conseil national par un gain de sièges au Conseil des Etats ; le système majoritaire en vigueur pour l'élection au Conseil des Etats a empêché les candidats de l'UDC de renforcer leur présence dans cette Chambre. Au contraire, l'UDC a même perdu un siège par rapport à 2003. A l'inverse, le PS, en recul au Conseil national, a pu conserver le même nombre de sièges au Conseil des Etats. Pour la première fois, les Verts ont fait leur entrée au Conseil des Etats en décrochant deux sièges.

Tableau 2 : répartition des sièges au Conseil des Etats entre 1995 et 2007

<i>Parti</i>	<i>1995</i>	<i>1999</i>	<i>2003</i>	<i>2007</i>
UDC	5	7	8	7
PRD	17	17	14	12
PDC	16	15	15	15
PS	5	6	9	9
Les Verts				2
<i>Autres</i>	<i>3</i>	<i>1</i>		<i>1</i>
Total	46	46	46	46

Source : Office fédéral de la statistique

Pour la troisième fois consécutive, la participation aux élections a augmenté. En 2007, 48,3% des électeurs et électrices se sont déplacés aux urnes, soit une augmentation de trois pour cents par rapport à 2003. S'il est vrai que, comparati-

vement aux autres pays, la participation électorale reste toujours très basse en Suisse, il a une nouvelle fois été possible en 2007 de renverser la tendance à la baisse quasi continue du taux de participation observée entre 1947 et 1995.

Les élections fédérales de 2007 constituent à maints égards une première. Nous avons déjà mentionné le plus grand pourcentage de voix obtenu par un parti – l'UDC – depuis l'introduction du système proportionnel en 1919. Avec 9,6%, le parti des Verts a également réalisé le meilleur score jamais enregistré pour un "petit" parti depuis 1919. En 1967, l'Alliance des indépendants avait atteint 9,1%.

Comme en 2003, la composition du Conseil fédéral a à nouveau été modifiée en 2007 – non réélection de Christoph Blocher. Avant 2003, les changements de composition du Conseil fédéral ne se produisaient que si l'un de ses membres démissionnait. En 2003, Christoph Blocher a été élu au Conseil fédéral à la place de Madame Ruth Metzler, membre du PDC. En 2007, le mandat de Blocher a pris fin après seulement quatre ans, Madame Evelyn Widmer-Schlumpf, membre de l'UDC, ayant été élue à sa place mais contre l'avis du groupe UDC. L'UDC a alors déclaré qu'elle passerait dans l'opposition, sans que l'on puisse pour l'heure clairement identifier l'importance et les conséquences de cette décision.

1.2 Le contenu de cette brochure

Cette brochure permet à un large public d'accéder aux premiers résultats de la recherche électorale Selects. La recherche électorale examine deux questions simples :

- Qui participe aux élections et pourquoi ?
- Qui vote pour un certain parti / un certain candidat et pourquoi ?

Les réponses à ces questions simples sont complexes. Depuis de nombreuses années, la recherche électorale essaye, par différentes méthodes et à divers niveaux, de trouver des réponses aux raisons qui poussent un individu à voter de telle ou telle manière. Personne ne dispose de réponses définitives. Il s'agit plutôt de composer un puzzle dont certaines pièces sont connues, mais dont l'image d'ensemble reste inconnue. Dans cette brochure, nous présentons une sélection de caractéristiques relatives à la participation et au choix électoral. A cet égard, nous porterons une attention particulière à la comparaison dans le temps de ces caractéristiques, c'est-à-dire durant la période allant de 1995, date à laquelle le projet Selects a été lancé, à 2007 ; car on ne peut décrire les évolutions dans le temps ou qualifier le „beaucoup“ ou le „peu“ que si l'on possède des points de référence. Dans la première partie, nous examinerons comment la participation varie en fonction des différentes caractéristiques sociales et politiques. La seconde partie de la brochure explore les facteurs qui permettent d'expliquer le choix électoral. Une autre section est consacrée à l'évolution du potentiel électoral des partis et au chevauchement des potentiels des différents partis. Ces

questions revêtent une importance particulière dans l'optique de la politique d'opposition choisie par l'UDC. Finalement, la dernière partie présente une sélection de résultats issus d'une enquête réalisée pour la première fois, dans le cadre du projet Selects 2007, auprès de tous les candidats et candidates au Conseil national. Sont compris dans l'analyse les quatre grands partis UDC, PRD, PDC et le PS ainsi que les Verts. Les autres partis n'ont pas été pris en considération parce que, au vu de la part relativement minime d'électeurs ayant soutenu ces partis, le nombre d'observation est trop faible pour tirer des conclusions pertinentes.

1.3 Les points forts de l'étude

Dans le cadre du projet Selects, le premier sondage post-électoral a été effectué en 1995. Pour la présente publication, les quatre sondages réalisés entre 1995 et 2007 ont été utilisés. Ces sondages se basent tous sur des entretiens téléphoniques effectués les jours suivant les élections. En 2007, l'Institut LINK a questionné un total de 4392 citoyens et citoyennes suisses entre le 22 octobre et le 5 novembre. De ce total, un sous-groupe de 2005 personnes constitue un échantillon représentatif pour l'ensemble de la Suisse ; de plus, 2387 entretiens ont été réalisées dans différents cantons, afin de disposer dans chaque canton d'un échantillon d'au moins 100 personnes ; dans les cantons de Zurich, du Tessin et de Genève, cet échantillon a été porté à 600 personnes. L'enquête auprès d'un échantillon national de 2000 personnes constituait également le cœur du dispositif des précédentes études Selects de 1995, 1999 et 2003, le nombre d'entretiens supplémentaires ayant quant à lui varié de cas en cas: en 1995, le nombre total de sondés s'est élevé à 7261, en 1999 à 3257 et en 2003 à 5989.

Nous avons chaque fois inclus dans l'analyse l'ensemble des entretiens. La surreprésentation du nombre de sondés dans certains cantons nécessite la pondération des données, afin d'obtenir des résultats représentatifs au niveau national. En outre, au moyen des pondérations, nous avons corrigé les distorsions qui apparaissent dans la participation et le choix électoral (une description détaillée des pondérations se trouve dans l'annexe).

Dans tous les tableaux, nous ne présentons que les résultats significatifs d'un point de vue statistique. Les résultats réels se situent toujours dans une certaine marge d'erreur, qui varie selon le nombre de cas inclus dans l'analyse et la répartition du résultat. Lors d'une répartition 50-50, la marge d'erreur est +/- 1,5% pour un échantillon de 4392 personnes. L'erreur d'échantillonnage devient plus importante dès lors qu'une analyse comprend moins de cas. L'accès public aux données, permet aux personnes intéressées de reproduire les analyses et garantit pour une part la qualité scientifique de l'étude. Les données utilisées sont accessibles sous www.fors.unil.ch.

2 La participation électorale

Comme en 2003, la participation a légèrement augmenté en 2007 par rapport aux dernières élections. Avec 48,3%, elle se situe toutefois toujours encore loin de la moyenne des élections nationales dans les autres démocraties. Deux raisons peuvent expliquer cette faible participation électorale en Suisse. D'une part, entre deux et quatre votations populaires ont lieu chaque année dans notre pays. Les citoyennes et citoyens suisses se rendent donc beaucoup plus souvent aux urnes que dans les autres pays. La possibilité de se prononcer en votation populaire sur des questions concrètes et importantes diminue l'importance des élections. D'autre part, la configuration des partis est longtemps restée stable. Dès l'introduction de la formule magique en 1959 et la réélection ritualisée des membres du Conseil fédéral, les élections du Conseil national n'ont jamais eu d'influence directe sur la composition du gouvernement. La destitution de Ruth Metzler en 2003 et celle de Christoph Blocher en 2007 ont modifié cet état de fait. L'enjeu de la composition du gouvernement a probablement contribué à une plus forte mobilisation des électeurs.

La participation n'est pas répartie de manière aléatoire dans la population, mais varie selon différentes caractéristiques sociales (cf. tableau 3). En Suisse, lors des élections, on observe toujours une différence de participation entre femmes et hommes. En 2007, 55% des hommes et 43% des femmes ont participé aux élections. Comparativement aux élections de 2003, l'écart entre les sexes n'a pas diminué. Depuis 1971, l'année de l'introduction du droit de vote des femmes au niveau fédéral, et durant une longue période, on a assisté à une réduction de la différence de participation entre femmes et hommes. Par contre, depuis le milieu des années 90, cet écart a augmenté. De ce fait, la Suisse, comparativement à d'autres démocraties occidentales, n'est pas seulement le pays dans lequel de telles différences entre les sexes sont encore présentes, mais aussi celui où la différence de participation est la plus élevée.

La participation varie également avec l'âge. La plupart des études sur la participation ont montré que plus l'âge augmente, plus la participation est élevée, ce qu'attestent nos données. On observe toutefois chez les 18-24 ans un fort accroissement de la participation au cours des 12 dernières années. En 1995, 21% de cette catégorie d'âge participaient aux élections ; en 2007, ils étaient 35%. Une telle augmentation avait déjà été observée en 1999 et 2003. A présent, les 18-24 ans ont le même niveau de participation que les 25-34 ans. Chez ces derniers et chez les 35-44 ans, le niveau de participation est, à quelques fluctuations près, resté relativement stable. Une progression a eu lieu chez les 55-64 ans et chez les plus de 75 ans, essentiellement par rapport à 2003.

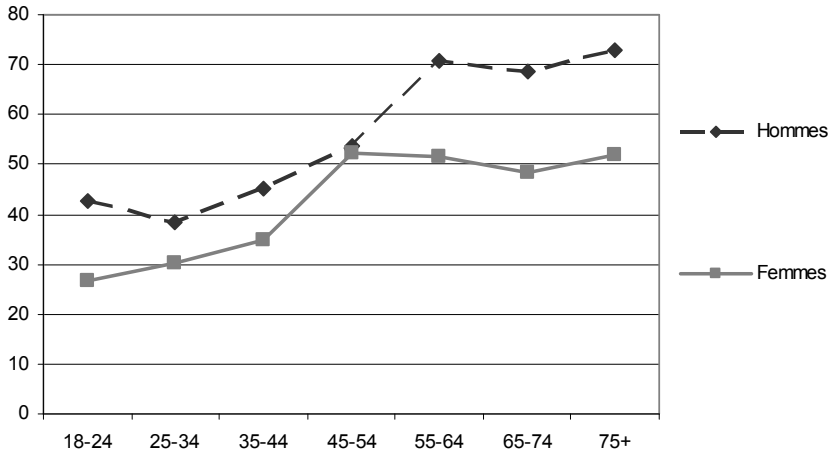
Tableau 3 : participation électorale d'après les caractéristiques sociales sélectionnées entre 1995 et 2007

	1995	1999	2003	2007
<i>Participation globale</i>	42	44	45	48
<i>D'après le sexe</i>				
Hommes	46	51	52	55
Femmes	39	37	40	43
<i>N</i>	7569	3253	5887	4396
<i>D'après l'âge</i>				
18-24	21	28	33	35
25-34	30	29	31	34
35-44	43	40	37	39
45-54	51	52	50	53
55-64	52	52	55	60
65-74	61	57	61	58
75+	58	56	53	62
<i>N</i>	7563	3253	5887	4396
<i>D'après la formation la plus élevée</i>				
Ecole obligatoire, apprentissage	39	31	33	38
Formation professionnelle	37	39	43	43
Maturité, Haute école spécialisée, Université	53	59	56	61
<i>N</i>	7481	3232	5847	4363
<i>D'après le revenu</i>				
Jusqu'à 3000	39	33	34	35
3001- 5000	36	39	41	44
5001- 9000	45	44	48	47
9001 et plus	52	59	55	58
<i>N</i>	6779	2828	5086	3731
<i>D'après l'état civil</i>				
Marié-e	49	51	51	54
Célibataire	33	35	39	38
Divorcé-e/séparé-e	32	33	34	45
Veuve-veuf	44	39	45	41
<i>N</i>	7564	3249	5868	4391

Exemple de lecture : chez les hommes, la participation aux élections était de 46% en 1995, chez les femmes de 39%

Il est intéressant de comparer les niveaux de participation des femmes et des hommes selon l'âge (cf. graphique 1). Les différences de participation entre les sexes existent dans tous les groupes d'âge. Chez les jeunes, les hommes participent nettement plus souvent aux élections que les femmes ; ensuite, les niveaux de participation des femmes et des hommes se rapprochent et sont quasiment identiques au sein de la classe d'âge 45-54 ans ; à partir de 55 ans, les écarts se creusent à nouveau, mais de manière plus prononcée. Bien que les femmes âgées de 55 ans et plus ont un niveau de participation plus élevé que celui des jeunes femmes, l'écart de participation que l'on observe entre les hommes de 55 ans et plus et les femmes de la même génération semble être la conséquence de l'introduction tardive du droit de vote des femmes en Suisse.

Graphique 1 : participation aux élections 2007 d'après l'âge et le sexe



(N=4396).

Des différences de niveau de participation sont également dues à la formation et au revenu. Les personnes disposant d'un haut niveau de formation et d'un revenu élevé votent nettement plus souvent que celles dont la formation et le revenu sont faibles. Par rapport à 2003, on constate, en 2007, une augmentation de la participation chez les personnes disposant d'un niveau de formation bas et élevé, alors qu'elle est restée constante parmi celles qui disposent d'un niveau de formation moyen. Pour l'état civil également, les différences sont relativement stables: en 2007, les personnes mariées participent nettement plus que les célibataires, les divorcées et les personnes veuves se situent entre deux. Cet égard diminue lorsqu'on prend également en compte l'âge, puisque les jeunes sont nettement plus souvent célibataires que les personnes plus âgées. Les personnes mariées sont socialement mieux intégrées, s'intéressent plus souvent à la politique et participent davantage aux élections.

La participation diffère également fortement selon le positionnement politique (cf. tableau 4). Les personnes qui se positionnent à gauche ou à droite participent plus fréquemment que celles qui se situent politiquement au centre. L'intérêt politique et la participation aux votations sont étroitement liés à la participation aux élections. Ceux qui sont très intéressés par la politique et ceux qui participent activement aux votations fédérales ont un niveau de participation électorale élevé. Chez les personnes qui indiquent qu'elles participent rarement, voire jamais aux votations, et aussi chez celles qui ne s'intéressent pas à la politique, la participation électorale est restée faible.

Tableau 4 : participation selon l'orientation politique 1995-2007

	1995	1999	2003	2007
<i>Orientation politique</i>				
Gauche (0-3)	52	52	55	57
Centre (4-6)	41	42	41	44
Droite (7-10)	57	51	59	58
<i>N</i>	6422	2914	5321	4100
<i>Intérêt pour la politique</i>				
Très intéressé	73	82	81	85
Plutôt intéressé	49	55	54	61
Plutôt pas intéressé	24	24	24	24
Pas du tout intéressé	7	9	8	8
<i>N</i>	7531	3251	5876	4387
<i>Participation aux votations</i>				
0 à 3 sur 10	9	6	6	8
4 à 6 sur 10	25	29	31	34
7 à 10 sur 10	67	72	72	76
<i>N</i>	6736	3139	5630	4250

Exemple de lecture : pour les personnes qui se classent à gauche, la participation s'est élevée à 52% en 1995.

Pour terminer, nous avons aussi examiné l'évolution des motifs de la participation dans le temps (cf. tableau 5). Entre 1995-2007, le motif de participation le plus important a été l'envie de participer. Le second motif est la participation par tradition ou devoir. Par rapport à la période de 1999 à 2003, le fait que les électeurs souhaitent soutenir un certain parti a gagné en importance.

Tableau 5 : motif de participation le plus important de 1995 à 2007

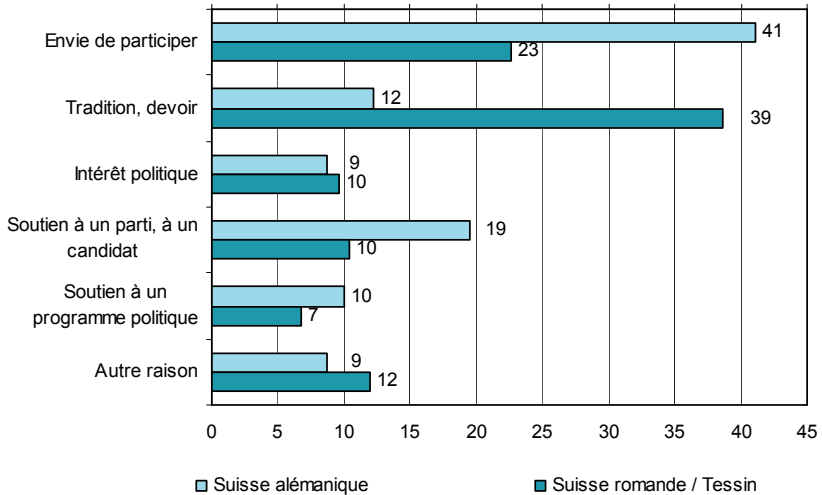
	1995	1999	2003	2007
Envie de participer	35	38	39	36
Tradition, devoir	24	21	18	19
Intérêt politique	12	14	11	9
Soutien à un parti/candidat	16	13	13	17
Soutien à un programme politique	7	8	8	9
Autre raison	6	7	10	10
Total	100	100	100	100
<i>N</i>	3191	1401	2641	2105

Exemple de lecture : en 1995, 35% des votants ont indiqué avoir participé aux élections parce qu'ils/elles souhaitent participer.

Comme des études antérieures l'ont déjà montré, les différences relatives à la motivation sont importantes selon les régions linguistiques (cf. graphique 2). En Suisse alémanique, plus de 40% des votants motivent leur participation par le fait qu'ils souhaitent prendre part aux élections, alors qu'ils ne sont que 23% à invoquer ce motif en Suisse romande et au Tessin. En revanche, la part de ceux qui indiquent voter par devoir ou par tradition est plus importante en Suisse romande et au Tessin qu'en Suisse alémanique, soit, respectivement 39% des votants romands et tessinois contre seulement 12% des votants alémaniques.

Dans ces deux régions latines, ils sont également plus nombreux à voter pour soutenir un parti ou un candidat.

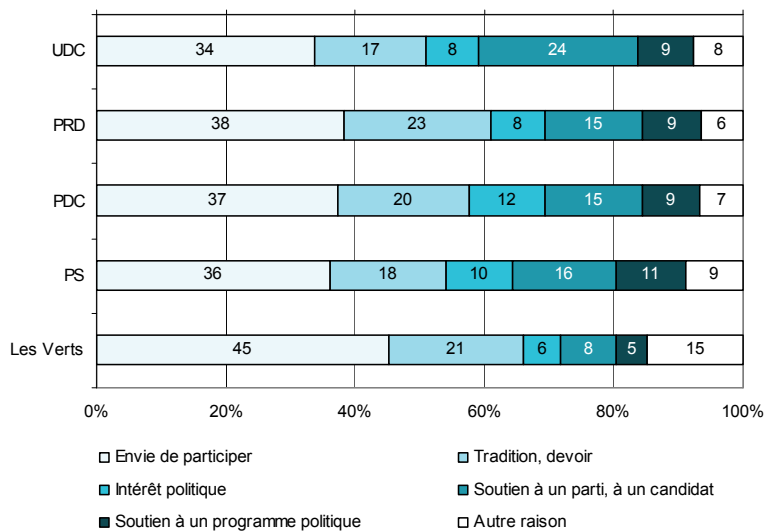
Graphique 2 : principal motif de participation selon les régions linguistiques en 2007



Exemple de lecture : en 2007, parmi les votants, 41% des Alémaniques et 23% des Romands ont indiqué avoir voté pour pouvoir participer aux élections. (N Suisse alémanique 1525; Suisse romande 581).

Dans ce contexte, la répartition de la motivation selon le choix du parti est intéressante (cf. graphique 3). Les personnes qui votent pour l'UDC motivent plus fréquemment leur participation par le soutien à un parti ou à un candidat que les autres votants. En revanche, la part des votants pour l'UDC qui ont voté par sens du devoir a été la plus faible. Parmi les votants pour le PRD et le PDC, le nombre de personnes ayant voté par tradition est plus élevé. Chez les Verts, l'envie de participer constitue un motif plus important de se rendre aux urnes que le soutien au parti. Ces résultats suggèrent que parmi les électeurs et électrices UDC la volonté de soutenir le Conseiller fédéral Christoph Blocher et son parti a été une motivation importante de la participation. Au sein de l'électorat vert, d'autres motivations, par exemple les préoccupations environnementales, semblent avoir été plus déterminantes.

Graphique 3 : principal motif de participation selon le choix du parti en 2007



Exemple de lecture : en 2007, 34% des électeurs UDC ont indiqué avoir voté parce qu'ils/elles souhaitent participer, 17% par tradition ou sens du devoir, 8% par intérêt politique, 24% pour soutenir un certain parti ou candidat. (N UDC 572, PRD 313, PDC 286, PS 390, Verts 190)

3 Le choix électoral

Qui vote pour quel parti et pour quelles raisons ? Cette question est au cœur de la recherche électorale. Comment se fait-il qu'au sein d'un même milieu politique un électeur opte pour un parti et une autre électrice pour un autre parti ? Nous ne possédons pas de réponse définitive à cette question, parce qu'il est impossible de suivre les raisonnements de chaque individu et que les motivations de la décision de vote sont trop complexes pour les réduire à l'un ou l'autre facteur. Il est pourtant possible de lier la décision de vote à différentes caractéristiques sociales et politiques ; il est ainsi possible d'identifier les différentes motivations du choix électoral.

3.1 *Le choix électoral selon les caractéristiques sociales*

Dans un premier temps, nous allons adopter une perspective longitudinale afin d'examiner le choix d'un parti donné entre 1995 et 2007, selon différentes caractéristiques sociales.

Tout d'abord, on observe qu'il n'existe pas de différences systématiques entre femmes et hommes (cf. tableau 6). Aussi bien en 2007 qu'en 1995, aucune différence significative n'a été constatée entre les femmes et les hommes. Des différences étaient présentes en 1999 et 2003, mais elles n'étaient pas très significatives. Lors de ces deux élections, l'UDC était plus attrayante pour les hommes que pour les femmes ; pour ces dernières, le choix du PS et du PDC se situait au-dessus de la moyenne.

En revanche, des différences de vote se manifestent nettement en fonction de l'âge (cf. graphique 4 et tableau 6). En 2007, les résultats sont clairs : pour l'UDC, la part de l'électorat des 18-24 ans correspond à la part des suffrages obtenue sur le plan suisse. Ce qui signifie que l'UDC a réussi à convaincre de nombreux jeunes. Puis, dans le groupe d'âge des 25-34 ans, la part de l'électorat recule fortement pour ensuite s'accroître de façon continue. Il en va de même pour le PRD, le vote pour ce parti augmentant avec l'âge. Le PRD n'a donc pas réussi à convaincre davantage de jeunes, comme il en avait manifesté l'intention. Plus l'électorat est jeune, plus la base électorale du PRD est réduite. Le PDC séduit une part assez constante de l'électorat dans les différentes tranches d'âge ; le vote pour ce parti diminue seulement auprès des plus de 75 ans. Le PS est avant tout représenté chez les 45-54 ans et les 55-64 ans. En revanche, il se trouve en forte concurrence avec les Verts auprès des jeunes. Dans le groupe des 25-34 ans, le PS est même moins fort que les Verts. Chez ces derniers, la part de l'électorat diminue ensuite régulièrement avec l'âge.

Tableau 6 : choix électoral de 1995 à 2007 selon les caractéristiques sociales

	1995					1999					N	Total	Autres	Total	N	
	V	PRD	PDC	PS	Verts	Autres	Total	N	UDC	PRD						PDC
Total	15	20	17	22	5	21	100	2869	22	19	15	22	5	16	100	1342
Selon le sexe	non significatif															
Hommes									25	20	13	21	4	18	100	728
Femmes								19	19	18	24	5	15	100	614	
Selon l'âge																
18-24	11	16	21	21	8	23	100	158	27	11	16	25	11	10	100	64
25-34	13	16	15	28	10	18	100	485	25	19	13	23	4	15	100	180
35-44	12	20	14	28	6	21	100	621	19	16	14	24	10	17	100	300
45-54	16	19	17	22	4	21	100	573	22	27	13	23	4	11	100	244
55-64	17	21	17	16	2	27	100	427	19	18	18	21	3	21	100	240
65-74	20	25	22	15	1	17	100	401	25	19	19	17	1	20	100	200
75+	17	25	14	16	5	22	100	202	24	22	18	21	1	13	100	114
Selon le niveau de formation le plus élevé																
Ecole obligatoire	16	17	30	15	1	21	100	370	33	12	26	20	2	7	100	195
Apprentissage																
Formation professionnelle	18	20	15	21	5	22	100	1417	28	17	17	16	4	19	100	591
Maturité, Haute école spécialisée, Université	10	22	15	26	7	19	100	1059	16	23	12	26	5	17	100	455
Selon le revenu																
Jusqu'à 3000	19	17	21	22	4	17	100	315	25	15	27	19	4	10	100	111
3001- 5000	15	17	17	22	6	24	100	616	25	14	19	19	3	20	100	315
5001- 9000	16	18	15	23	6	22	100	1156	22	17	14	23	6	18	100	511
9001 et plus	11	28	17	22	3	20	100	543	15	29	11	28	5	12	100	267
Selon la religion																
Protestant	21	23	4	26	6	21	100	1208	27	22	4	24	4	20	100	608
Catholique	11	19	33	17	4	16	100	1268	18	17	32	18	4	10	100	543
Autre	13	13	9	20	1	45	100	101	17	18	3	21	5	36	100	42
Sans confession	9	15	4	29	9	34	100	290	17	16	7	29	12	20	100	145

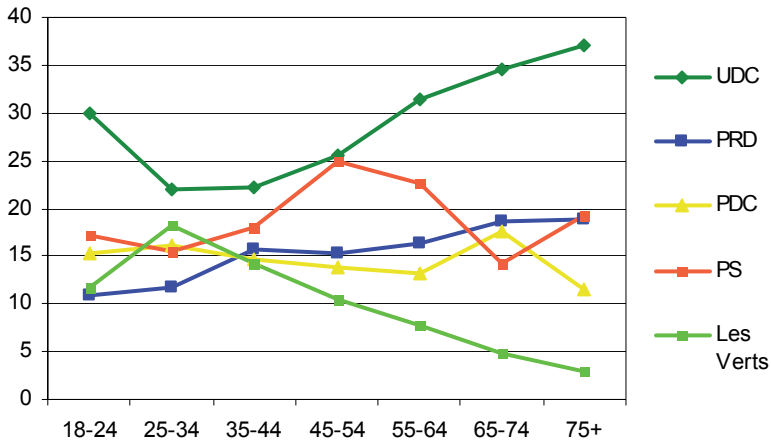
Exemple de lecture : en 1995, on ne constatait aucune différence significative dans le comportement de vote des femmes. En 1999, 25% des hommes et 19% des femmes ont voté UDC.

Tableau 6 : choix électoral de 1995 à 2007 selon les caractéristiques sociales (suite)

	2003					2007					Total	N	1996			
	UDC	PRD	PDC	PS	Verts	Autres	Total	N	UDC	PRD				PDC	PS	Verts
Total	27	17	14	23	7	11	100	2518	29	16	14	20	10	12	100	1996
Selon le sexe																
Hommes	30	18	14	22	6	10	100	1264								
Femmes	23	16	15	25	8	12	100	1253								
Selon l'âge																
18-24	21	20	12	17	17	13	100	123	30	11	15	17	12	15	100	176
25-34	24	12	14	27	11	11	100	277	22	12	16	16	18	17	100	176
35-44	21	16	14	28	10	11	100	463	22	16	15	18	14	15	100	317
45-54	28	15	11	26	8	11	100	492	25	15	14	25	10	10	100	389
55-64	28	19	15	23	5	10	100	497	31	16	13	23	8	9	100	407
65-74	31	18	19	17	3	13	100	376	35	19	18	14	5	10	100	303
75+	29	24	16	19	4	8	100	290	37	19	11	19	3	10	100	228
Selon le niveau de formation le plus élevé																
Ecole obligatoire,	37	12	17	19	3	11	100	279	36	15	17	17	4	11	100	211
Apprentissage																
Formation professionnelle	32	16	15	22	5	10	100	1217	39	15	14	15	7	10	100	927
Maturité, Haute école spécialisée, Université	18	21	12	26	11	11	100	1009	16	17	15	25	14	13	100	843
Selon le revenu																
Jusqu'à 3000	35	14	16	18	4	13	100	205	33	13	14	15	5	19	100	100
3001- 5000	31	12	14	23	7	12	100	476	41	12	11	20	6	10	100	304
5001- 9000	25	15	14	26	8	11	100	961	28	13	15	21	10	13	100	708
9001 et plus	21	25	12	24	9	9	100	590	21	22	15	19	11	11	100	635
Selon la religion																
Protestant	32	21	4	25	7	13	100	975	35	17	5	20	9	14	100	749
Catholique	22	16	31	19	4	7	100	979	26	17	30	15	7	6	100	750
Autre	28	13	2	21	8	27	100	119	32	19	4	21	4	20	100	120
Sans confession	25	13	6	30	16	12	100	433	20	11	6	28	18	17	100	368

non significatif

Graphique 4 : choix électoral en 2007 d'après l'âge



Exemple de lecture : 30% des 18-24 ans ont voté UDC ; la proportion baisse ensuite à 22% chez les 25-34 ans puis remonte continuellement. (N voir tableau 6).

On observe de grandes différences de vote par rapport au niveau de formation. L'UDC est très clairement surreprésentée chez les personnes qui n'ont fait que l'école obligatoire ou terminé un apprentissage; elle est nettement sous-représentée au sein de l'électorat qui dispose d'une formation scolaire plus élevée. Dans ce segment, elle n'a plus réussi à progresser, même depuis 1999. La progression a eu lieu dans le segment – important au niveau quantitatif – des personnes qui ont terminé leurs études avec un apprentissage.

Par rapport à 2003, le PRD a perdu essentiellement son électorat auprès des personnes bien formées. Dans ce groupe, le PRD disposait encore jusqu'en 2003 de plus de 20% de l'électorat. En 2007, il a nettement reculé. Au PDC, comme en 2003, on ne constate aucune différence selon le niveau de formation. Dans les années 90, ce parti était encore nettement surreprésenté parmi l'électorat disposant d'un niveau de formation peu élevé, mais cette différence a disparu en 2007.

Depuis toujours, le PS et les Verts sont surreprésentés chez les personnes ayant un niveau de formation élevé. Dans ce groupe, le vote en faveur du PS est également resté fort en 2007 alors que le vote en faveur des Verts s'est accru. Un changement assez important est à noter parmi les personnes dont l'apprentissage est le niveau de formation le plus élevé: le PS y a enregistré un recul prononcé.

S'agissant du choix électoral en fonction du revenu, on observe que la progression de l'UDC a principalement eu lieu parmi les personnes dont le revenu se

situé entre 3000 et 5000 francs. Le score électoral de l'UDC dépasse 40% dans ce groupe. Le groupe au revenu le plus élevé est par contre nettement moins susceptible de soutenir l'UDC. Le PRD est toujours encore surreprésenté parmi l'électorat à revenu élevé. Mais on constate que la nette avance qu'il avait dans cette catégorie de revenu au cours des années 90, conjointement avec le PS, a fondu entre temps.

L'ancrage du PDC dans ses anciens bastions est toujours prononcé. Parmi les catholiques, il peut compter sur un électorat constant de plus de 30%. En revanche, seuls 5% des protestants votent PDC. C'est tout le contraire pour l'UDC. La proportion de l'électorat protestant se situe encore au-dessus de la moyenne. L'électorat du PS et des Verts provient surtout de personnes sans confession.

Tableau 7 : choix électoral en 2007 comparativement à celui du père

		Parti choisi en 2007				
		UDC	PRD	PDC	PS	Verts
Parti choisi par le père	UDC	37	5	3	6	11
	PRD	20	52	14	22	23
	PDC	14	17	66	20	16
	PS	13	12	8	33	19
	Verts	0	0	0	1	5
	Autre parti	4	9	2	5	12
	N'avait pas le droit de vote	5	2	2	5	8
	Parti étranger	2	2	2	4	4
	N'a pas voté	6	2	2	4	2
	Total	100	100	100	100	100
N	358	233	207	278	129	

Exemple de lecture : 37% de ceux qui ont voté UDC en 2007 ont indiqué que leur père avait déjà voté UDC.

A côté des caractéristiques sociales, il est intéressant d'observer dans quelle mesure la socialisation par la famille joue un rôle dans le choix électoral (cf. tableau 7). La question du parti privilégié par le père du répondant, à savoir pour quel parti le père vote ou votait, a été posée dans tous les sondages Selects. Dans les sondages antérieurs, on posait également la question du comportement de vote de la mère. Toutefois, les réponses ne se différencient guère de celles du père, sauf que les mères votaient nettement moins souvent. Cela s'explique principalement par l'introduction tardive du droit de vote des femmes en Suisse. C'est pourquoi, en 2007, seul le choix du père a été pris en compte dans le sondage. Parmi les personnes qui s'en souviennent, on constate que 50% environ font le même choix que leurs parents. Ceci suggère que la socialisation politique par la famille représente un facteur important, qui influence le comportement de vote sur le long terme. Il existe cependant des différences entre les partis. Pour l'UDC, la part de personnes dont le père votait déjà pour ce parti est plus faible qu'au sein de l'électorat des autres partis bourgeois. Ce qui est logique, puisque l'UDC a fortement progressé ces dernières années. C'est au sein du

PRD et du PDC que l'effet de socialisation politique est le plus marqué. Un bon deux tiers des électeurs du PDC ont voté comme leur père. Au PS et chez les Verts, la part des personnes dont le choix correspond à celui du père est nettement plus restreinte. L'électorat du PS et des Verts provient, pour plus de moitié, d'une famille bourgeoise. Le mouvement inverse, soit un vote du père pour un parti de gauche et un vote des enfants pour un parti bourgeois, est nettement plus rare.

3.2 Transferts d'électrices et d'électeurs

Entre deux élections, on observe d'intéressants transferts de voix entre les partis. Les pertes et les gains des partis par rapport aux élections précédentes se composent de quatre processus différents:

- Combien d'électrices et d'électeurs votent pour le même parti lors de deux élections consécutives ?
- Combien d'électrices et d'électeurs changent de parti ?
- Combien d'électrices et d'électeurs qui ne se sont jamais déplacés aux urnes est-il possible de mobiliser ?
- Combien d'électrices et d'électeurs se démobilisent, c'est-à-dire ne vont plus voter ?

Ces différents processus sont difficiles à étudier. En utilisant des données agrégées, c'est-à-dire les pourcentages de voix obtenus par chaque parti lors d'une élection, seul le solde des reports d'un parti peut être comparé entre deux élections. Sur cette base, il n'est pas possible d'établir comment l'électorat s'est effectivement comporté entre deux élections, à savoir combien d'entre eux sont passés d'un parti à un autre. Une telle étude peut par contre être conduite au moyen de données individuelles ; toutefois, dans un système complexe de multipartisme tel que connaît la Suisse, le nombre de transferts possibles est très élevé et le nombre des sondés qui indiquent un passage d'un parti à un autre est relativement faible. Si l'on considère 5 grands partis et la possibilité de ne pas voter, il existe déjà 36 (6 x 6) possibilités de transferts. Une autre difficulté réside dans le fait que certaines personnes sont incapables de se rappeler de leur comportement de vote d'il y a quatre ans et qu'elles ont tendance à généraliser leur comportement actuel. De ce fait, les transferts sont sous-estimés.

Pour les élections 2007 et en vue d'effectuer une comparaison avec 2003, nous avons choisi deux manières de faire. D'une part, nous montrons comment l'électorat d'un parti en 2007 s'est comporté il y a quatre ans, c'est-à-dire en 2003. Nous parlons ici d'un processus de mobilisation. D'autre part, on peut observer comment certains électeurs, qui avaient fait le choix d'un certain parti en 2003, se sont comportés en 2007, à savoir s'ils ont choisi le même parti ou un autre, ou s'ils sont effectivement allés voter. Il s'agit là d'un processus de démobilisation.

Le tableau 8 présente les différences de mobilisation entre les partis. L'UDC a une part plutôt faible d'électrices et d'électeurs qui avaient déjà voté pour elle en 2003. Ce qui est logique dans la mesure où l'UDC a gagné un nouvel électorat. Les gains de l'UDC ont eu lieu pour une grande part au détriment du PRD et sont à mettre sur le compte d'une mobilisation plutôt au-dessus de la moyenne d'électrices et d'électeurs n'ayant pas participé en 2003 ou ne se rappelant plus si et pour quel parti ils avaient voté en 2003. Parmi l'électorat du PRD, la part de ceux qui ont déjà voté pour ce parti en 2003 est nettement plus importante, ce qui signifie que le PRD a moins bien réussi à attirer l'électorat d'autres partis ou les personnes qui n'avaient pas voté en 2003. L'UDC a été relativement attrayante pour l'électorat du PRD et du PS. L'électorat du PS de 2007 comprend également une proportion importante de personnes qui avaient déjà voté PS en 2003. Une part importante d'électrices et d'électeurs des Verts ont indiqué avoir voté PS en 2003. Ce groupe représente même le tiers de l'électorat des Verts de 2007. Les Verts ont également très bien réussi à mobiliser les personnes qui n'avaient pas voté en 2003.

Tableau 8 : processus de mobilisation : décision en 2007 selon le comportement en 2003
Comportement en 2003

		UDC	PRD	PDC	PS	Verts	Autre parti	N'ai pas voté/ ne sais pas	Total	N
Décision en 2007	UDC	65	7	2	3	0	2	20	100	520
	PRD	2	74	3	2	1	3	16	100	290
	PDC	3	6	64	6	1	2	18	100	254
	PS	0	3	1	73	3	3	17	100	354
	Verts	4	3	1	36	32	3	21	100	167

Exemple de lecture : parmi ceux qui ont voté UDC en 2007, 65% avaient déjà voté UDC en 2003, 7% PRD, 2% PDC et 3% PS. 20% n'avaient pas participé aux élections ou sont incapables de se souvenir de leur choix.

Si nous choisissons à présent une autre manière de voir et posons la question de la démobilisation, c'est-à-dire que nous demandons à ceux qui ont voté pour un certain parti en 2003 comment ils se sont comportés en 2007, nous constatons à nouveau que c'est l'UDC qui a le mieux réussi à maintenir son électorat (tableau 9) : 71% de ceux qui ont voté UDC en 2003 ont fait pareil en 2007. Pour les autres partis, l'électorat de 2007 se compose pour deux tiers de l'électorat de 2003. Le PRD a perdu 10% de son électorat de 2003 et le PDC 5% au bénéfice de l'UDC. Le PS a principalement perdu des voix au bénéfice des Verts. A l'inverse, les Verts ont également perdu des électrices et électeurs au bénéfice du PS. Parmi les anciens non-votants, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas voté en 2003 ou qui n'avaient alors pas le droit de vote, la proportion de personnes ayant voté pour l'UDC ou pour les Verts en 2007 est fidèle au score électoral global réalisé par ces deux partis; en revanche, le PRD, le PDC et le PS ont proportionnelle-

ment moins attiré les non votants de 2003, dont une frange importante a choisi l'un des plus petits partis en 2007.

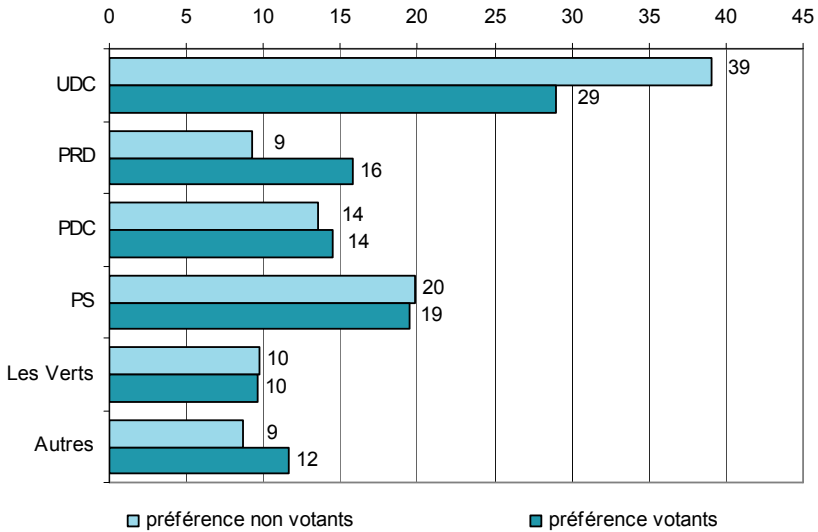
Tableau 9 : processus de démobilisation : comportement en 2007 selon le choix de 2003

		Comportement en 2007							N'ai pas voté	Total	N
		UDC	PRD	PDC	PS	Verts	Autres				
Décision en 2003	UDC	71	1	1	0	1	3	22	100	481	
	PRD	10	62	4	3	1	3	15	100	346	
	PDC	5	3	59	2	1	2	29	100	276	
	PS	3	1	3	53	12	5	23	100	485	
	Les Verts	1	3	2	9	56	12	18	100	96	
	N'ai pas voté, ne sais pas	6	3	3	3	2	4	80	100	1763	
	N'ai pas voté, ne sais pas (sans les non votants de 2007)	30	13	13	17	10	17	-	100	356	

Exemple de lecture : parmi ceux qui ont voté UDC en 2003, 71% ont fait pareil en 2007, 1% ont voté PRD, FDP et les Verts et 22% n'ont pas voté

Une fois de plus, l'UDC a bien réussi à mobiliser un électorat qui n'avait jamais voté. Cela ne signifie toutefois pas que l'UDC est sous-représentée parmi les non votants (cf. graphique 5). Bien au contraire, elle est davantage appréciée parmi les non votants que parmi les votants. Parmi les personnes qui n'ont pas voté et qui ont indiqué une préférence pour un parti, presque 40% auraient voté pour l'UDC. Le PRD et les petits partis sont moins appréciés par les non votants. Les autres partis sont représentés d'une manière qui correspond environ à leur force électorale. On ne peut toutefois pas en tirer de conclusions quant à de futurs potentiels, puisqu'il est devenu nettement plus difficile pour les partis de mobiliser les non votants.

Graphique 5 : comparaison entre les votants et les non votants concernant la préférence pour les partis en 2007

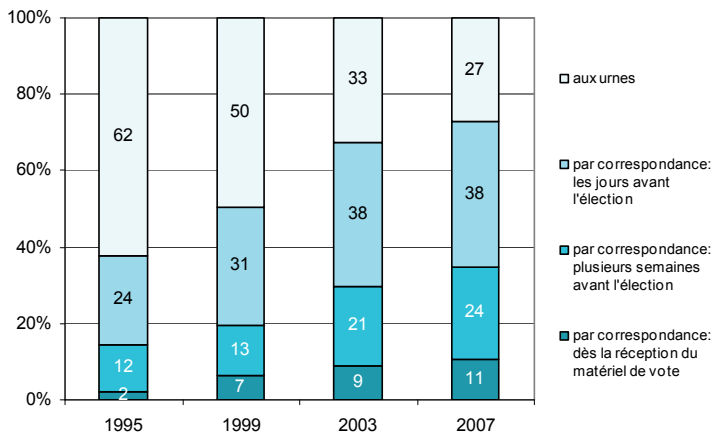


Exemple de lecture : s'ils avaient voté en 2007, 39% des non votants auraient choisi l'UDC, 9% le PRD. En réalité, 29% ont voté UDC et 16% PRD

3.3 Prise de décision et choix électoral

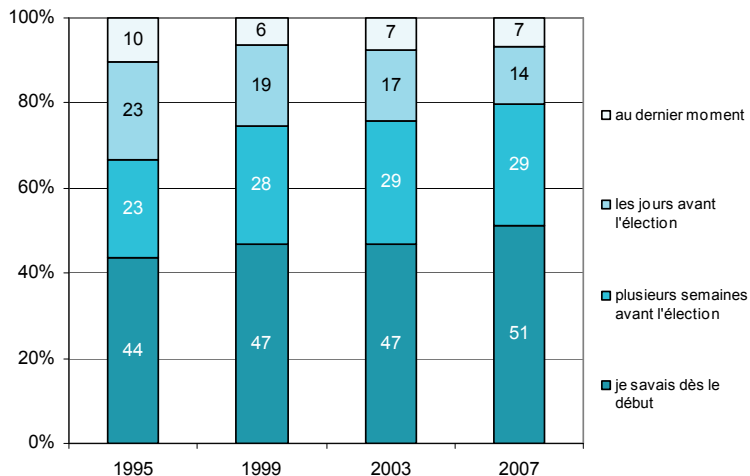
La manière de voter (aux urnes ou par correspondance) et le moment du choix jouent un rôle important dans la conception de la campagne. On observe ici deux tendances. D'une part, les données des cantons et communes indiquent un report massif vers le vote par correspondance. Cette tendance se retrouve également dans nos données de sondage (graphique 6). En 1995, encore plus de 60% des votants indiquaient s'être déplacés aux urnes. En 2007, c.-à-d. seulement 12 ans plus tard, cette valeur est tombée à moins de 30%. La part de l'électorat qui vote par correspondance s'est donc accrue dans cette proportion. Au sein de ce groupe, on observe un déplacement vers un vote par correspondance précoce. S'il est vrai que la moitié de l'électorat qui vote par correspondance ne le fait que quelques jours avant l'élection, la part de l'électorat qui vote plus tôt a nettement grimpé au-dessus de la moyenne.

Graphique 6 : Manière de voter entre 1995 et 2007



Exemple de lecture : En 1995, 62% de l'électorat a indiqué s'être déplacé aux urnes, 24% a voté par correspondance les jours avant la votation, 12% plusieurs semaines auparavant et 2% par correspondance immédiatement après réception du matériel de vote. (N 1995=2922; 1999= 1436; 2003=2652; 2007=2116)

Graphique 7 : moment du choix pour la décision de vote 1995-2007



Exemple de lecture : En 1995, 44% des personnes indiquaient qu'elles savaient dès le début pour quel parti elles voteraient, 23% se sont décidées plusieurs semaines avant et 23% les jours avant la votation, 10% ont pris leur décision au dernier moment. (N 1995=3166; 1999= 1345; 2003=2504; 2007=1996)

On observe également un changement en ce qui concerne le moment de la prise de décision, qui est aussi devenu plus précoce (graphique 7). La part de l'électorat qui indique avoir toujours su à qui donner sa voix a augmenté de 44% à 51% entre 1995 et 2007. La part d'électeurs qui ne se sont décidés que quelques jours avant l'élection ou au dernier moment a baissé de 33% à 21%.

L'une des questions qui se posaient le jour des élections était la suivante : dans quelle mesure les événements du 6 octobre 2007 – en parallèle à une manifestation de l'UDC, de violents heurts ont eu lieu entre les contre-manifestants et la police et l'UDC n'a pas été en mesure de défiler à travers le centre ville de Berne – ont-ils influencé le résultat du vote? Divers observateurs attribuent l'essentiel du gain électoral enregistré par l'UDC en comparaison des intentions de vote mesurées dans les sondages réalisés avant l'élection à la mobilisation finale en faveur de l'UDC consécutive à ces actes de violence. Cette interprétation est délicate, parce que nous ignorons jusqu'à quel point les sondages réalisés avant les dernières élections avaient prédit le véritable résultat. La marge d'erreur existe également pour ces sondages préélectoraux et cette marge est supérieure aux mouvements existant entre le dernier sondage et le jour du vote.

Nous pouvons toutefois obtenir des indications sur cette question si nous mettons en relation le choix électoral avec le moment de la décision de vote et le moment du vote. Si la progression de l'UDC était essentiellement due aux événements du 6 octobre, le score électoral réalisé par l'UDC devrait être nettement au-dessus de la moyenne parmi les personnes qui indiquent s'être décidées tardivement et parmi celles qui indiquent avoir voté tardivement.

Empiriquement, les résultats sont ambigus. On observe une faible différence uniquement lorsque l'on met en rapport l'UDC avec tous les autres partis (tableau 10), mais la tendance n'est pas linéaire : l'UDC est légèrement surreprésentée parmi l'électorat qui a voté immédiatement après avoir reçu le matériel de vote, et elle est sous-représentée parmi l'électorat qui a voté plusieurs semaines ou les derniers jours avant la votation.

Tableau 10 : manière de voter et vote UDC 2007

	<i>UDC</i>	<i>Autre parti</i>	<i>Total</i>	<i>N</i>
Par correspondance : immédiatement après réception du matériel de vote	35	65	100	216
Par correspondance: plusieurs semaines avant l'élection	28	72	100	488
Par correspondance : les jours avant l'élection	27	73	100	757
Aux urnes	30	30	100	528

Exemple de lecture : 35% de ceux qui ont voté par correspondance immédiatement après réception du matériel de vote ont donné leur voix à l'UDC et 65% ont voté pour un autre parti

Si nous considérons le moment de la décision indiqué par les sondés (tableau 11), l'UDC est à nouveau avant tout surreprésentée chez ceux qui savaient

depuis toujours à qui ils donneraient leur voix. Par contre, l'UDC est sous-représentée parmi l'électorat qui s'est décidé les derniers jours avant l'élection et – plus encore – parmi l'électorat qui a pris sa décision au dernier moment. Cette tendance est inverse pour le PRD et les Verts, qui sont surreprésentés parmi les personnes qui se sont décidées plutôt tardivement. Au final, il n'existe donc aucune indication claire qui permette de ramener exclusivement les gains électoraux de l'UDC à la mobilisation finale après le 6 octobre.

Tableau 11 : moment de la décision et choix UDC en 2007

	UDC	PRD	PDC	PS	Verts	Autres	Total	N
Je l'ai toujours su	32	16	12	22	9	10	100	1020
Plusieurs semaines avant l'élection	28	15	17	17	9	14	100	566
Les jours avant l'élection	25	19	14	18	10	14	100	269
Au dernier moment	16	15	20	21	16	12	100	131

Exemple de lecture : en 2007, parmi ceux qui ont indiqué qu'ils savaient déjà pour quel parti ils voteraient, 32% ont voté UDC, 16% PRD, 12% PDC, 22% PS et 9% les Verts.

Une question posée pour la première fois en 2007 concerne la difficulté éprouvée par les sondés pour choisir un parti et leur sentiment subjectif par rapport à ce choix. La plupart d'entre eux n'ont pas trouvé spécialement difficile de prendre leur décision et étaient convaincus de leur choix, mais il existe des différences à cet égard entre les partis. L'électorat de l'UDC a plutôt trouvé moins difficile de se décider, l'électorat des Verts a eu de plus grandes difficultés. A la question de savoir si les électeurs se sentaient sûrs de leur choix, on constate de faibles différences allant dans la même direction (tableau 12). L'électorat de l'UDC a été celui qui éprouvait le moins souvent des sentiments mitigés lors de sa décision, les électorats des Verts et des PRD le plus souvent, alors que l'électorat des autres partis se situe entre les deux.

Tableau 12 : évaluation subjective de sa propre décision en 2007

„J'ai trouvé difficile de me décider“	UDC	PRD	PDC	PS	Verts
Très, plutôt d'accord	23	30	29	29	38
Pas du tout, plutôt pas d'accord	77	70	71	71	62
Total	100	100	100	100	100
N	576	313	288	390	191

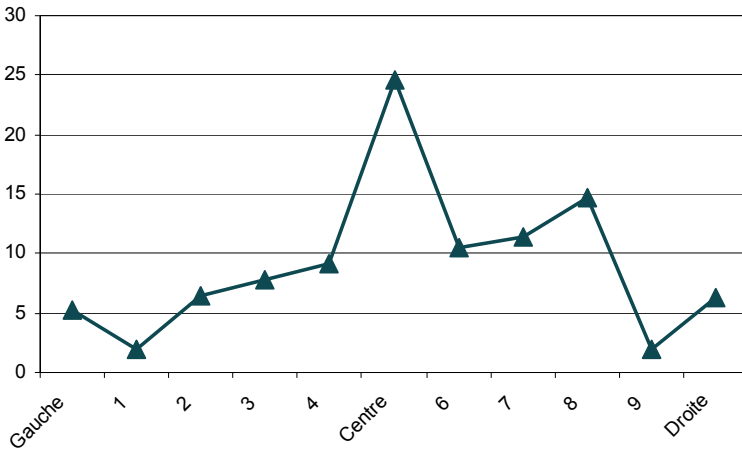
„J'avais des sentiments mitigés lors de ma décision“	UDC	PRD	PDC	PS	Verts
Très, plutôt d'accord	21	33	34	30	37
Pas du tout, plutôt pas d'accord	79	67	66	70	63
Total	100	100	100	100	100
N	576	314	288	390	191

Exemple de lecture : 23% des électeurs UDC ont été d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils avaient eu des difficultés à se décider, 77% n'ont pas été d'accord.

3.4 Position politique et choix électoral

Nous allons à présent analyser le choix électoral en fonction de différentes positions politiques. Le positionnement sur un axe gauche-droite représente l'un des principaux points d'orientation pour l'électorat. L'interprétation politique d'une telle classification peut certes être sujette à débat. Il est néanmoins intéressant de constater que presque toutes les électrices et électeurs parviennent à se classer eux-mêmes sur un tel axe ou à classer les différents partis (cf. graphique 8). De ce fait, le positionnement à gauche ou à droite devient une importante clé de lecture du paysage politique. Globalement, la plupart des votants se situent clairement au centre. On peut partir du principe que certains d'entre eux se positionnent au centre parce qu'ils sont peu sûrs de leur classement sur l'axe. Beaucoup se considèrent cependant comme idéologiquement neutres et se positionnent pour cette raison au centre. La répartition de l'électorat sur la dimension gauche-droite est assez constante en Suisse depuis 1995.

Graphique 8 : positionnement des votants sur l'axe gauche-droite 2007



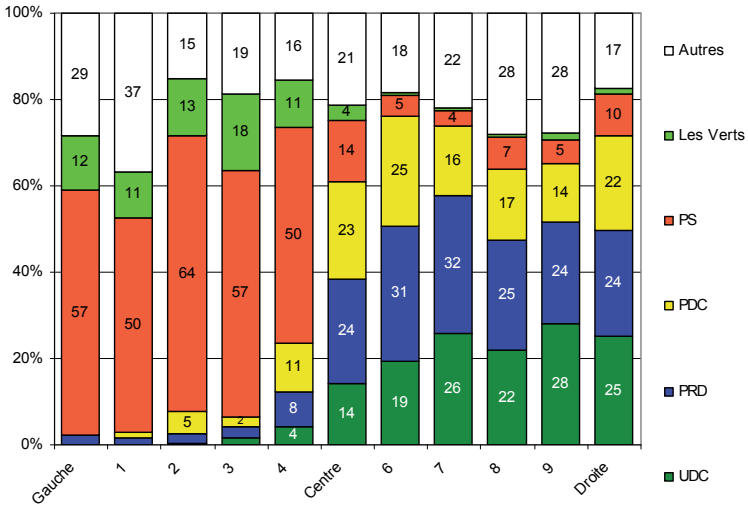
Exemple de lecture : Parmi les votants, 5% se positionnent à 0 sur une échelle de 0-10, 0 désignant la gauche et 10 la droite; 25% se classent au centre. (N = 1949).

Observons à présent le choix du parti en fonction du positionnement gauche-droite. Les graphiques 9 et 10 montrent les partis choisis par les électrices et électeurs pour les années 1995 et 2007 selon leur positionnement sur l'axe gauche-droite. Les deux graphiques montrent de manière très impressionnante les changements intervenus ces 12 dernières années dans le paysage politique suisse.

En 1995, le camp bourgeois était divisé en trois partis: UDC, PRD et PDC se situaient dans le même segment au centre et à droite du centre. Tous les partis bourgeois ont une aile plutôt conservatrice et une aile libérale. La part de l'électorat UDC commence déjà à s'éroder quelque peu vers le centre, là où le PDC et le PRD sont plus forts. Du côté gauche, le PS domine clairement par rapport aux Verts. Le morcellement à gauche et à droite est aussi clairement visible. Les petits partis y disposent d'une part substantielle de l'électorat.

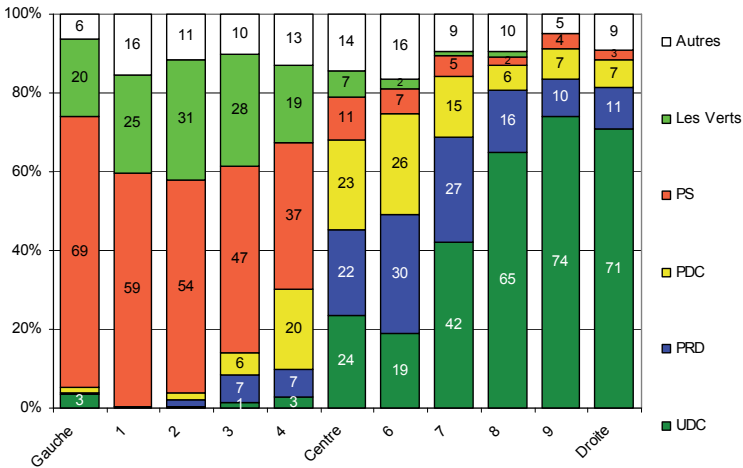
En 2007, 12 ans plus tard, l'image a fortement changé. L'UDC domine très nettement la droite du spectre politique ; le PDC et le PRD y ont été marginalisés par l'UDC. Ces deux partis ont réussi à se maintenir de manière relative seulement légèrement à droite du centre ainsi qu'au centre. L'UDC a réussi à séduire davantage de votants à gauche du centre, ce qui n'a pas été le cas du PRD. Le report au sein du camp de gauche entre le PS et les Verts est également net. La part des petits partis a nettement reculé et le PS a perdu au bénéfice des Verts. Dans l'ensemble, la gauche a perdu des électrices et électeurs modérés, légèrement à gauche du centre. Cette évolution est significative car ce potentiel est important au niveau quantitatif, comme on peut le voir dans le graphique 8 ci-dessus.

Graphique 9 : positionnement gauche-droite et choix électoral en 1995



Exemple de lecture : parmi ceux qui indiquaient, en 1995, se situer à gauche, 57% ont voté PS, 12% Verts et 29% un autre parti. (N 2992)

Graphique 10 : positionnement gauche-droite et choix électoral en 2007



Exemple de lecture : parmi ceux qui indiquaient, en 2007, se situer à gauche, 69% ont voté PS, 20% les Verts et 6% un autre parti. (N 1949)

Bien qu'en Suisse les membres du Conseil fédéral ne soient pas directement affectés par les résultats des élections législatives, leur personnalité joue un rôle important pour la perception et l'image d'un parti. Cette personnalisation concerne avant tout l'UDC, qui a placé le conseiller fédéral Christoph Blocher au centre de sa campagne, alors qu'il ne figurait sur aucun bulletin de vote. C'est pourquoi, dans notre sondage, nous avons posé une question relative à la sympathie envers un membre du Conseil fédéral de chacun des quatre partis gouvernementaux. Les sondés ont dû évaluer leur sympathie sur une échelle de 0 à 10. Nous avons attribué la qualification "peu populaire" pour les notes 0-3, "indifférent" pour 4-6 et "populaire" pour 7-10.

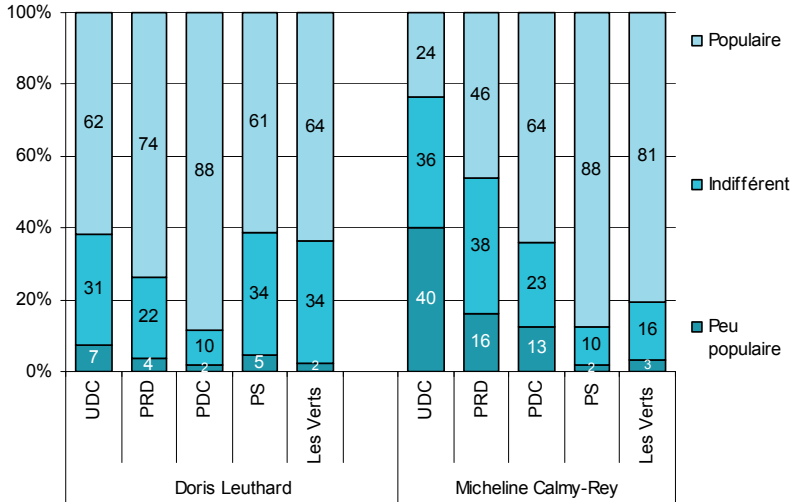
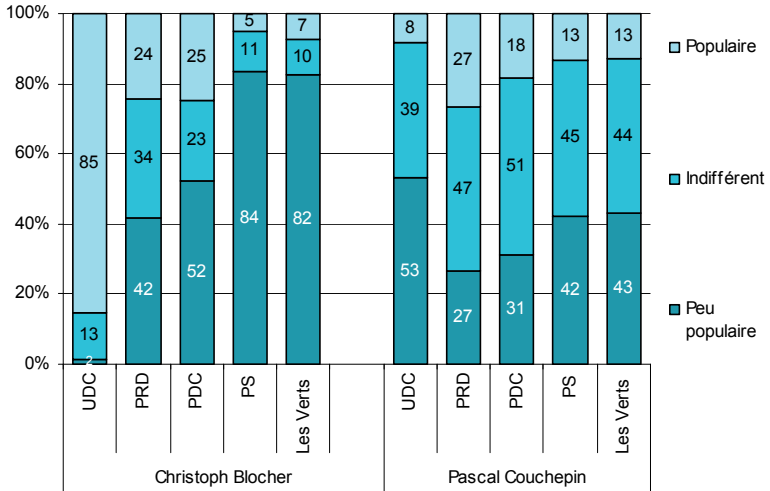
Au sein de l'électorat UDC, Christoph Blocher est extrêmement populaire ; une personne qui n'apprécierait pas Christoph Blocher, mais voterait malgré tout UDC n'existe pas en réalité. Parmi l'électorat du PRD et du PDC, il est en revanche très peu populaire et dans les milieux de gauche, très rares sont ceux qui l'apprécient. Il divise la Suisse comme aucun autre politicien ne le fait. La mauvaise humeur exprimée ici ou là par des représentants de l'UDC avant et après les élections concernant la focalisation de la campagne électorale et du parti sur Christoph Blocher ne se reflète donc pas au sein de l'électorat UDC.

Pascal Couchepin suscite globalement très peu de sympathie. C'est auprès du PRD qu'il est le plus populaire ; mais même là, il n'est réellement apprécié que par une minorité. C'est l'électorat UDC qui l'apprécie le moins. Ce qui n'est pas surprenant, puisqu'en comparant Christoph Blocher au Duce, Pascal Couchepin a certainement fâché nombre d'électrices et d'électeurs UDC. Il n'est pas si impopulaire auprès du PDC, du PS et des Verts.

Doris Leuthard est autant appréciée par le PDC que Christoph Blocher par l'UDC. A la différence près qu'elle attire également la sympathie de l'électorat de tous les autres partis. Les électrices et électeurs qui ne l'apprécient pas sont minoritaires.

Micheline Calmy-Rey polarise également les Suisses, mais de manière tout de même moins marquée que Christoph Blocher. Au sein du PS, elle est très appréciée. L'opposition à son encontre provient avant tout de l'électorat UDC. Toutefois, Micheline Calmy-Rey attire davantage la sympathie de l'électorat UDC que Christoph Blocher celle de l'électorat du PS. La sympathie lui est également clairement acquise auprès de l'électorat des autres partis bourgeois.

Graphique 11 : popularité d'importants politiciens selon le choix du parti



Exemple de lecture : 85% des électeurs UDC apprécient Christoph Blocher, 13% lui témoignent de l'indifférence et 2% ne l'apprécient pas. (N UDC 557-576; PRD 305-313; PDC 277-287; PS 373-388; les Verts 182-188).

Les thèmes politiques que les électrices et électeurs estiment prioritaires sont au moins aussi importants pour le succès électoral d'un parti que le positionnement des partis sur ces thèmes. Le fait que de nombreuses personnes se préoccupent de l'environnement profite essentiellement aux Verts, puisque ce parti est perçu comme étant le plus à même de régler ce problème. Lorsqu'un grand nombre de répondants ressent le nombre d'étrangères et d'étrangers ou de requérants d'asile comme problématique, l'UDC se trouve fortement avantagée. En réalité, la prise de conscience et la perception des problèmes ne sont pas simplement présentes dans la population. Les partis contribuent de manière importante à la prise de conscience des problèmes et luttent avec véhémence pour imposer leurs propres thèmes durant la campagne électorale. De ce fait, l'indication des problèmes les plus importants est tout autant un indicateur de l'efficacité de la campagne des partis que des les préoccupations de la population.

Le tableau 13 montre les différences de perception des problèmes dans le temps, selon les partis et les régions linguistiques. En 2007, comme dans les élections précédentes, le thème des étrangers, de la migration et de l'asile a été le problème le plus cité. Les assurances sociales (avant tout l'AI et l'AVS) occupent le second rang, bien que ce thème soit un peu moins important qu'en 2003. La préoccupation concernant l'environnement et le climat est en nette augmentation: ce problème, qui figure en troisième position en 2007 était, avec 3% des répondants qui le mentionnent, insignifiant en 2003. L'importance accrue accordée au thème de la criminalité et de la sécurité peut s'expliquer par la campagne de l'UDC. D'autres thèmes, jugés fondamentaux lors des élections précédentes ont en revanche beaucoup perdu de leur importance. Ainsi, la préoccupation relative au marché du travail et au chômage était peu importante en 2007. L'intégration européenne n'a été que rarement indiquée comme thème essentiel. La politique de la santé, liée aux préoccupations concernant les primes de caisses-maladie élevées, troisième thème d'importance cité en 2003, a été insignifiante en 2007. Les finances et les impôts ont rarement préoccupé l'électorat en 2007.

La perception des problèmes présente d'importantes différences selon les partis. Au sein de l'électorat UDC, le thème des étrangers, de l'asile et de la migration domine nettement, suivi par la sécurité et la criminalité. Ainsi l'UDC gagne à sa cause les personnes préoccupées par l'immigration ; ou pour le dire autrement, elle a réussi à transférer ses thèmes de prédilection sur les électrices et électeurs. A l'inverse, la préoccupation concernant l'environnement est très peu marquée chez les partisans de l'UDC. Au sein de l'électorat PRD et PDC, les thèmes jugés importants sont très diversifiés. Cela signifie aussi que ces deux partis n'ont pas réussi à imposer des thèmes forts qui leur soient propres. Au PS, la préoccupation concernant les assurances sociales ainsi que le climat et l'environnement est très importante. Pour l'électorat des Verts, il n'est pas étonnant que le thème du climat et de l'environnement soit clairement dominant. Pour les

deux partis de gauche, les thèmes de l'immigration, des étrangers et de l'asile sont également importants.

En 2007, l'importance des sujets était donc un bon indicateur pour le succès ou l'échec des élections. Au sein de la gauche, les gagnants sont les Verts, auxquels on associe le thème de l'environnement. Les craintes concernant le marché du travail ou le domaine de la santé, mais également la politique sociale, où l'électorat attribue plutôt au PS la compétence de résoudre les problèmes, étaient moins importantes qu'en 2003. L'UDC a eu du succès auprès de l'électorat avec sa campagne concernant les étrangers et l'asile, alors qu'au PDC et au PRD, les principales préoccupations de leurs électrices et électeurs apparaissent moins clairement. Ce manque de clarté a néanmoins été plus dommageable pour le PRD que pour le PDC.

Tableau 13 : problème le plus important de l'électorat de 1995 à 2007 ainsi qu'en 2007 selon le choix du parti et la région linguistique.

	2007 selon le choix du parti					2007 selon la région linguistique					
	1995	1999	2003	2007	UDC	PRD	PDC	PS	Verts	CH alé- manique	Romandie/ Tessin
Immigration, étrangers, asile	9	35	21	26	40	22	21	21	16	28	20
Œuvres sociales, sécurité sociale	0	9	19	16	12	15	15	21	17	15	21
Environnement, énergie, climat	10	3	3	15	5	12	16	22	36	17	8
Criminalité, sécurité	1	1	2	9	17	8	6	2	2	9	8
Système politique, partis, politiciens	1	3	4	7	4	6	9	9	6	6	8
Marché du travail	25	12	15	6	4	6	10	6	4	5	10
Intégration européenne	17	14	3	4	2	3	4	3	2	2	4
Politique de la santé	3	6	16	3	2	7	4	5	4	4	5
Finances et impôts	16	8	9	3	4	4	3	1	1	2	3
Autres	17	9	9	12	10	18	14	10	12	12	13
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	2847	1318	2243	1940	562	303	281	382	185	1492	565

Exemple de lecture : en 1995, 9% des votants indiquaient l'immigration/les étrangers/l'asile comme le problème le plus important

La classification selon les régions linguistiques est également intéressante. La question de l'asile et des étrangers préoccupe nettement moins les Romands et les Tessinois que les Alémaniques. Il en va de même pour la préoccupation relative à l'environnement, qui est nettement plus faible en Suisse romande et au

Tessin qu'en Suisse allemande. En revanche, les thèmes sociaux (œuvres sociales, sécurité sociale, marché du travail) sont beaucoup plus importants en Suisse romande et au Tessin.

Pour les partis, ce ne sont pas tellement les thèmes dont on parle qui comptent, mais le parti qui, aux yeux de l'électorat, propose les solutions les plus adéquates aux problèmes. Dans le sondage, nous avons cherché à savoir quel parti l'électorat juge le plus compétent pour résoudre le problème considéré comme le plus important (tableau 14). Une nette majorité de l'électorat de l'UDC pense que son propre parti est le plus compétent. Cette valeur est nettement plus élevée au sein de l'électorat de l'UDC que dans les autres partis. Au PRD, en revanche, seule une minorité d'électorat pense que leur propre parti est capable de résoudre le problème le plus important. 27% de l'électorat du PRD pense que l'UDC est la mieux à même de résoudre ce problème. Cela montre les difficultés fondamentales dans lesquelles le PRD se trouve actuellement : le parti n'est pas identifié par des thèmes clairs et est perçu seulement par une minorité de son propre électorat comme le parti qui propose des solutions crédibles aux principaux problèmes de l'heure.

S'il est vrai que le PDC est considéré comme compétent par son propre camp, ses électeurs sont pourtant relativement nombreux à accorder à l'UDC la plus grande compétence en matière de résolution des problèmes. Le PS et les Verts sont les plus compétents selon leur électorat, suivi par les autres partis de gauche. Les partis bourgeois ne sont guère considérés comme compétents par cette frange de l'électorat pour résoudre les problèmes les plus importants.

Tableau 14 : le parti le plus compétent pour résoudre le problème le plus important

<i>Parti le plus compétent pour résoudre le problème le plus important</i>	<i>Parti choisi</i>				
	<i>UDC</i>	<i>PRD</i>	<i>PDC</i>	<i>PS</i>	<i>Verts</i>
UDC	89	27	19	6	3
PRD	2	44	7	1	1
PDC	1	7	58	3	5
PS	3	8	6	64	26
Les Verts	2	7	8	21	59
<i>Autre parti, plusieurs partis, autre réponse</i>	3	7	3	6	6
Total	100	100	100	100	100
N	460	209	175	284	129

Exemple de lecture : 89% de l'électorat de l'UDC a indiqué que l'UDC était la plus compétente pour résoudre le problème le plus important ; 2% ont indiqué que le PRD était le plus compétent.

4 Les potentiels des partis et leur concrétisation

La progression de l'UDC a entraîné, tant au niveau national que cantonal, une importante modification du paysage politique suisse, qui était stable depuis longtemps. Cette nouvelle progression de l'UDC et son choix déclaré d'entrer dans l'opposition soulèvent une question intéressante : quel est le potentiel de croissance des différents partis ? Depuis 2003, une question permettant de mesurer le potentiel électoral d'un parti et la concurrence existant à cet égard entre les différents partis a été introduite dans le sondage. Pour tous les grands partis, la question suivante a été posée aux votants : quelle est la probabilité, sur une échelle de 0 à 10, que vous donniez votre voix à ce parti, sachant que 0 signifie que ce parti n'entre en aucun cas en ligne de compte et 10 que vous pourriez voter avec une grande probabilité pour ce parti ?

Les réponses à cette question n'indiquent pas la probabilité effective de voter pour un parti. La valeur 5 sur une échelle de 10 ne signifie pas que la probabilité est de 50%. De fait, moins de 5% de ceux qui ont indiqué la valeur 5 comme probabilité de voter pour un parti ont effectivement voté pour ce parti. Ce n'est qu'à partir d'une valeur de 8 sur l'échelle que plus de 30% des votants donnent réellement leur voix à ce parti.

Pour évaluer le potentiel d'un parti, nous avons défini trois groupes de votants. Ceux qui indiquent une valeur de 0 à 4 ont rarement voté pour ce parti, pour une valeur de 5 à 7, ils sont en moyenne 10% et de 8 à 10 ils sont plus de 50%. Grâce à ces valeurs de référence, nous pouvons calculer les indicateurs suivants :

- *Potentiel fiable* : part des électrices et électeurs ayant indiqué pouvoir voter pour le parti concerné avec une probabilité de 8-10. On suppose donc qu'un parti pourrait potentiellement gagner tous ces électeurs à sa cause.
- *Concrétisation I* : part des électrices et électeurs du potentiel fiable qui a réellement voté pour le parti concerné.
- *Potentiel maximal* : part de toutes les électrices et de tous les électeurs qui ont indiqué donner leur voix à ce parti (potentiel fiable) avec une probabilité de 8-10, plus la moitié des votants qui ont indiqué pouvoir voter pour ce parti avec une probabilité de 5-7. On suppose donc qu'au maximum toutes les personnes du potentiel fiable et la moitié des électrices et électeurs ayant indiqué une probabilité de 5-7 voteraient pour le parti concerné.
- *Concrétisation II* : part des électrices et électeurs du potentiel maximal qui ont effectivement voté pour le parti concerné.

Le tableau 15 représente les différents indicateurs pour l'année 2007 et, à titre comparatif, pour 2003. La première colonne qui indique le potentiel fiable montre que l'UDC dispose, à l'heure actuelle, du potentiel fiable le plus important et que ce potentiel a augmenté par rapport à 2003. Pour le PDC et les Verts, le potentiel

fiable s'est également accru, alors qu'il a légèrement reculé pour le PS et est, à quelques pour cents près, resté constant pour le PRD. Les deux partis de gauche, le PS et les Verts, disposent d'un potentiel fiable presque aussi important que celui de l'UDC.

L'UDC caracole largement en tête quant à la concrétisation du potentiel fiable. Par rapport à 2003, l'UDC a encore mieux exploité le potentiel fiable d'électeurs. La concrétisation est la moins bonne chez les Verts. Ce résultat est lié au très fort chevauchement des Verts et du PS, comme nous le verrons plus loin. Les Verts ont toutefois réussi à augmenter légèrement leur taux de concrétisation. Par rapport à 2003, le PRD présente une moins bonne concrétisation. Le PDC et le PS ont également moins bien réussi à mobiliser leurs électeurs potentiels qu'en 2003, mais leur concrétisation demeure néanmoins supérieure à celle du PRD.

Tableau 15 : potentiel fiable et potentiel maximal ainsi que leur taux de concrétisation en 2007 et 2003

2007	Potentiel fiable	Exploitation I	Potentiel maximal	Exploitation II	N
UDC	32	81	38	67	626
PRD	22	52	40	29	441
PDC	20	58	40	29	399
PS	28	59	40	42	562
Les Verts	29	31	43	21	575

2003	Potentiel fiable	Exploitation I	Potentiel maximal	Exploitation II	N
UDC	27	77	36	68	696
PRD	23	56	41	40	609
PDC	15	64	30	44	380
PS	32	61	45	49	838
Les Verts	24	24	37	18	638

Exemple de lecture : en 2007, l'UDC dispose d'un potentiel fiable d'électeurs de 32%. De ces derniers, 81% ont effectivement voté UDC. Le potentiel maximal se situe à 38%. Elle l'a exploité à 67%, ce qui veut dire que 67% des électeurs ont effectivement voté UDC.

En 2007, en ce qui concerne le potentiel maximal, les écarts entre les partis ont diminué par rapport à 2003. Le potentiel maximal du PDC et des Verts s'est accru ; en revanche, celui du PS a légèrement chuté. Le potentiel maximal montre les limites de l'UDC : si l'UDC dispose du plus grand potentiel fiable, son potentiel maximal est plus faible que celui des autres partis, du moins en 2007. Le succès électoral de l'UDC est donc moins la conséquence d'un accroissement du potentiel que d'une meilleure concrétisation de son potentiel. Le potentiel maximal du PRD a stagné en 2007 et son exploitation s'est à nouveau détériorée. Par rapport à 2003, le potentiel maximal du PDC s'est, lui, amélioré. En 2007, un nombre plus important de personnes peuvent s'imaginer voter PDC. Cependant, ce nouveau potentiel électoral a été moins bien exploité qu'en 2003. Dans le camp de la gauche, ce sont les Verts qui ont réalisé un gain, tant dans leur

potentiel maximal que dans son exploitation; quant au PS, il a assisté à une réduction de son potentiel et l'a moins bien exploité qu'en 2003.

Il peut y avoir des chevauchements entre les potentiels des différents partis. C'est pourquoi, nous avons aussi examiné avec quels partis les cinq grands partis partagent leur potentiel. Le tableau 16 présente ces chevauchements. Pour chaque parti, nous avons uniquement conservé les électrices et électeurs qui voteraient pour ce parti avec une probabilité de 8 ou davantage sur une échelle de 10 (première colonne). Pour cet électorat potentiel d'un parti, nous avons ensuite calculé la probabilité qu'il vote pour l'un des quatre autres grands partis.

Ainsi, les quatre premières lignes du tableau montrent l'affinité qu'ont avec les autres partis ceux qui présentent un fort potentiel de vote pour l'UDC. Pour ces derniers, c'est avec le PRD que le chevauchement est le plus élevé : 23% ont indiqué qu'ils pourraient aussi très probablement voter pour le PRD. Le chevauchement est nettement plus faible avec le PDC. Seuls 13% voteraient avec une probabilité élevée pour le PDC, alors que la moitié ne voterait guère pour le PDC. Comme il fallait s'y attendre, l'affinité avec la gauche est faible. Une grande majorité des électeurs UDC peut difficilement s'imaginer voter pour le PS ou les Verts.

Un tiers des électeurs potentiels du PRD pourrait s'imaginer voter pour l'UDC, alors que 50% d'entre eux ne le pourraient pas. Si l'on compare le PRD et l'UDC, on constate que les électrices et électeurs potentiels de l'UDC ont une relation moins crispée avec le PRD que le contraire et que les électeurs potentiels du PRD sont divisés quant à la probabilité de voter pour l'UDC. Les électrices et électeurs du PRD ont plus d'affinité avec le PDC. S'ils sont aussi nombreux que ceux de l'UDC à pouvoir s'imaginer voter PDC, le nombre d'électrices et d'électeurs du PRD qui sont peu enclins à voter pour le PDC est pourtant nettement plus faible que celui qui ne voterait guère UDC. La distance des électeurs potentiels du PRD par rapport à la gauche est nette, toutefois plus faible que celle des électeurs potentiels de l'UDC.

Les votants potentiels du PDC sont nettement plus éloignés de l'UDC que les votants potentiels du PRD. Environ deux tiers des votants PDC ont une faible probabilité de vote pour l'UDC ; en revanche, une aile droite de l'électorat potentiel du PDC a une forte probabilité de voter UDC. Au contraire du PRD, seule une minorité des votants potentiels du PDC ont une faible probabilité de voter pour le PS ou les Verts, même si la forte probabilité de voter pour un parti de gauche n'est pas très grande.

Le PS et les Verts se caractérisent par un très important chevauchement mutuel. Très rares sont ceux qui ont une faible probabilité de voter pour l'autre parti. Les électorats des deux partis sont peu susceptibles de voter pour un parti bourgeois; les deux électorats se distancient le plus fortement , comme il fallait s'y attendre,

de l'UDC, il le plus faiblement du PDC, bien que seule une petite minorité voterait très probablement pour le PDC.

Rapportés à la concurrence entre les partis, ces chiffres signifient que l'UDC occupe clairement le camp de droite, mais qu'elle ne dispose pas d'un énorme potentiel de croissance auprès des autres partis bourgeois. Le PRD et le PDC se concurrencent mutuellement et la menace de transfert existe pour tous les deux, tant vers la gauche que vers la droite. Pour les deux „partis du centre“, la situation de concurrence représente le défi le plus important, puisqu'ils sont sous pression, tant de la droite – un peu plus pour le PRD – que de la gauche – un peu plus pour le PDC. Les PS et les Verts se concurrencent surtout mutuellement et disposent de possibilités de croissance en attirant les électeurs du centre, c'est-à-dire les votants potentiels du PDC et/ou du PRD.

Tableau 16 : structure de la concurrence entre les partis en 2007

.... voteront le parti ci-dessous avec la probabilité suivante

Ceux qui, avec une probabilité élevée, voteraient le parti suivant...		Élevée (8-10)	Moyenne (5-7)	Faible (0-5)	Total	N
UDC	PRD	23	44	34	100	638
	PDC	13	35	51	100	634
	PS	5	14	81	100	638
	Verts	8	22	71	100	637
PRD	UDC	32	19	49	100	452
	PDC	30	39	31	100	451
	PS	12	25	63	100	452
	Verts	14	30	56	100	450
PDC	UDC	21	14	65	100	413
	PRD	33	37	30	100	411
	PS	24	32	44	100	412
	Verts	27	33	40	100	412
PS	UDC	5	5	90	100	579
	PRD	10	30	61	100	579
	PDC	17	39	44	100	577
	Verts	68	24	7	100	579
Verts	UDC	8	7	85	100	583
	PRD	11	31	58	100	583
	PDC	19	41	40	100	584
	PS	68	21	11	100	585

Exemple de lecture : parmi ceux qui voteraient UDC avec une probabilité élevée (première colonne), 23% voteraient PRD avec une probabilité élevée, 44% avec une probabilité moyenne et 34% avec une probabilité faible.

5 Les candidats

En complément du sondage électoral, l'ensemble des candidats et candidates du Conseil national et du Conseil des Etats ont été invités à participer à une enquête effectuée dans le cadre d'un projet comparatif international. Les données récoltées permettent d'avoir un aperçu des activités liées à la campagne électorale et des positions politiques des candidats en Suisse. Un peu plus de la moitié des 3000 candidats a répondu à l'enquête. Comme lors du sondage des électeurs, nous avons utilisé des pondérations diverses, afin de corriger les distorsions d'après les partis et les cantons : nous avons ainsi ramené les 1700 réponses à l'ensemble des 3000 candidats ; en conséquence, le nombre de cas pris en considération s'élève au maximum à 3000 (cf. annexe pour la description détaillée).

Pour la plupart des analyses, nous avons distingué les élus des non élus, les femmes des hommes et les candidats des différents partis, car ce ne sont pas uniquement les valeurs absolues qui présentent un intérêt, mais aussi les comparaisons entre les différents groupes.

Plus de 3000 candidats ont posé leur candidature pour les 200 sièges du Conseil national. Cela signifie qu'une grande majorité d'entre eux pouvaient s'attendre à ne pas être élus. Comment les candidats évaluent leur chance d'être élus ? Nous nous penchons en premier lieu sur cette question (cf. tableau 17). Plus de 60% des candidats pensaient qu'ils n'avaient aucune chance d'être élus, 23% ne s'accordaient que de faibles chances, 8% pensaient que le résultat de l'élection serait ouvert, 6% qu'ils avaient de bonnes chances et 2% étaient certains qu'ils allaient conquérir un siège. Toutefois, on note des différences selon les partis. Les candidats de l'UDC avaient moins souvent l'impression de n'avoir aucune chance. Ceux des Verts étaient beaucoup plus souvent convaincus que leurs chances électorales étaient faibles. Cette différence s'explique en partie par le fait que l'UDC disposait du plus grand nombre de sièges à repourvoir et les Verts du plus petit. Si l'on compare l'estimation des candidats avec leur élection ou non élection effective (dernière colonne du tableau 17), on constate que l'estimation des candidats qui ne s'accordaient aucune ou peu de chances était correcte : les candidats élus dans ce groupe ne représentent que des cas isolés. Parmi ceux qui pensaient que tout était possible, seuls 14% ont été élus, alors que 57% de ceux qui s'accordaient de bonnes chances ont effectivement été élus. La plupart de candidats qui se sentaient sûrs d'eux ont réellement conquis un siège ; cependant, 20% de ces candidats étaient trop sûrs d'eux, puisqu'ils n'ont pas obtenu de siège.

Tableau 17 : propre estimation concernant les chances d'élection des candidats

	Total	UDC	PRD	PDC	PS	Verts	Nombre de candidats effectivement élus en %
Je ne peux en aucun cas conquérir un siège	61	46	57	56	51	73	0
J'ai peu de chances	23	23	23	24	27	18	0
Tout est possible	8	14	8	11	11	4	14
Bonnes chances	6	15	7	8	7	4	57
Sûr de gagner un siège	2	2	4	2	4	0	81
Total	100	100	100	100	100	100	
N (pondéré)	3047	404	432	367	401	410	

Exemple de lecture : 61% de tous les candidats ont indiqué qu'au début de la campagne électorale, ils étaient certains de ne gagner aucun siège, 23% ne s'accordaient guère de chances, pour 8% tout était possible, 6% pensaient avoir de bonnes chances et 2% pensaient certainement conquérir un siège.

Nous partons du principe qu'un ancrage dans la société représente un pilier important du succès électoral. Lors du sondage auprès des candidats, nous nous sommes donc intéressés à l'ancrage des candidats au sein de diverses associations (cf. tableau 18). Dans un système électoral où les électeurs ont la possibilité de donner des voix à un parti par panachage et par cumul des voix, mais aussi celle d'avantager certains candidats en-dehors d'une liste, il est important pour ces derniers de gagner le plus grand nombre de voix complémentaires pour être élus. Puisqu'il est rare, en Suisse, que le nombre de sièges d'un parti dans un canton fluctue beaucoup et que les sièges à attribuer à un parti sont ainsi en quelque sorte prédéfinis, la concurrence interne au sein des partis peut être plus forte que celle qui existe entre les différents partis. C'est l'une des raisons pour lesquelles les campagnes personnelles sont très importantes et occupent une grande place dans les activités de la campagne.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que l'affiliation à diverses organisations soit presque toujours plus marquée chez les élus que chez les non élus. La même tendance se retrouve aussi pour les associations professionnelles, les syndicats et les autres groupes de défense d'intérêts. Dans deux cas, le rapport est inversé : les non élus sont plus souvent présents dans des organisations religieuses et des associations de loisirs, ce qui indique que ce type d'associations sont probablement moins importantes pour mobiliser les électeurs. On observe aussi quelques différences selon le sexe : les hommes sont plus fréquemment membres d'associations professionnelles et sportives, les femmes d'associations sociales.

Il existe peu de différences selon l'affiliation partisane, mais ces différences sont de taille. Les candidats du PS sont traditionnellement plus fortement affiliés aux syndicats, même nettement plus que les candidats des Verts. En revanche, parmi les candidats de l'UDC et du PRD, rares sont ceux qui sont membres d'un syndi-

cat. Les candidats des Verts sont nettement moins souvent membres d'associations sportives, alors que les candidats de l'UDC sont rarement membres d'organisations culturelles. Sans surprise, les candidats du PDC sont toujours plus fréquemment membres d'organisations religieuses, ce qui est beaucoup plus rare dans les autres partis. Une bonne moitié des candidats du PS et des Verts sont membres d'associations à but social, ce qui n'est le cas que pour un tiers des membres du PDC et du PRD. Pour l'UDC, c'est le cas pour un seul candidat sur 10. Les affiliations aux associations de loisirs sont plus fréquentes pour le PDC.

Tableau 18 : affiliation des candidats à diverses organisations

	Non élus	Élus	Hommes	Femmes	UDC	PRD	PDC	PS	Verts
Syndicat	17	24	17	19	1	2	10	52	18
Organisation professionnelle	38	55	43	31	47	41	43	33	36
Groupe d'intérêt	39	50	42	35	53	42	39	45	48
Association sportive	33	38	39	23	44	41	45	35	23
Organisation culturelle	31	39	31	32	18	34	43	43	41
Association paroissiale/religieuse	27	16	26	26	11	13	33	14	17
Organisation sociale	37	44	31	48	12	32	38	56	49
Association de loisirs	35	22	36	31	37	40	53	29	30
<i>N (pondéré)</i>	2900	197	2007	1090	409	436	371	410	413

Exemple de lecture : 17% des candidats non élus et 24% des élus ont indiqué qu'ils étaient membres d'un syndicat.

La manière dont les candidats font carrière, c'est-à-dire comment ils ont acquis leur expérience politique dans le système fédéraliste suisse, dans des fonctions publiques et au sein d'un parti au niveau cantonal ou communal, constitue un autre facteur de succès possible pour l'élection (cf. tableau 19). Il n'est, à nouveau, guère surprenant de constater de grandes différences entre les élus et les non élus. Plus d'élus que de non élus occupaient déjà un ou plusieurs mandats dans la politique cantonale ou communale. On constate que c'est avant tout un siège au parlement cantonal qui est décisif : plus de trois quarts des parlementaires nationaux avaient déjà un mandat dans un parlement cantonal. Les mandats dans un exécutif et/ou un législatif communal sont également très fréquents. Dans ce domaine, il n'existe guère de différences entre les sexes. En revanche, il y en a quelques-unes selon le parti. Les candidats des Verts exercent moins souvent une fonction dans les exécutifs communaux, probablement parce que leur parti occupe, dans l'ensemble, moins de sièges dans les exécutifs ; en revanche, les candidats verts sont aussi bien représentés dans les législatifs communaux ou cantonaux que les candidats des autres partis.

L'exercice de différentes fonctions au sein du parti est également importante pour les candidats, puisqu'un bon ancrage dans le parti est essentiel pour franchir l'obstacle de la nomination, en particulier dans les partis où la lutte est serrée pour obtenir une place sur la liste. Une bonne moitié des candidats exerce une fonction au sein de la section communale du parti. On n'observe toutefois pas de grandes différences entre élus et non élus, ni entre les sexes, ni entre les partis. Les différences apparaissent au niveau cantonal, où un grand nombre d'élus, ainsi que davantage d'hommes, exercent ou exerçaient une fonction au sein du parti.

Tableau 19 : les candidats et l'occupation de fonctions publiques et au sein du parti en 2007

	Non élus	Elus	Hommes	Femmes	UDC	PRD	PDC	PS	Verts CH
<i>Fonction publique</i>									
Syndic ou maire	6	15	9	3	10	11	11	7	2
Exécutif communal	17	41	21	15	26	25	18	20	12
Législatif communal	27	50	29	28	27	36	33	36	32
Exécutif cantonal	1	5	1	1	1	2	1	1	1
Grand Conseil	26	76	31	27	41	25	33	43	32
<i>N (pondéré)</i>	2359- 2591	156- 189	1676- 1789	891- 991	346- 382	344- 385	302- 336	323- 365	319- 365
<i>Fonction au sein d'un parti, niveau...</i>									
... communal	48	53	51	44	58	60	56	56	47
... cantonal	43	78	48	39	58	50	47	51	43
... national	15	41	18	15	19	17	20	15	11
<i>N (pondéré)</i>	2379- 2610	163- 183	1662- 1820	897- 970	344- 382	358- 412	312- 341	348- 377	319- 365

Exemple de lecture : 6% des personnes non élues ont indiqué qu'elles ont occupé ou occupent une fonction de syndic ou maire, 17% une fonction dans un exécutif communal.

Pour mener une campagne électorale, différents outils sont à disposition des candidats. Nous avons demandé aux candidats de déterminer l'importance des affiches électorales, des annonces, des dépliants et de leur propre site internet pour leur campagne (cf. tableau 20). On observe de grandes différences entre les non élus et les élus : pour les élus, tous les outils sont plus importants que pour les non élus. Il est intéressant de relever que presque la moitié des candidats non élus accorde de l'importance aux dépliants pour leur campagne. Ce choix s'explique par le fait que les dépliants sont relativement peu onéreux, au contraire des annonces ou des affiches électorales. Il n'y a guère de différence entre hommes et femmes, mis à part une plus faible utilisation d'un site internet par les femmes.

On observe quelques différences lorsque l'on compare les candidats de différents partis. Les candidats des partis bourgeois apparaissent plus souvent sur des

affiches électorales. Plus de la moitié de ces candidats ont utilisé des affiches pendant leur campagne. Au PS, ils n'étaient que 41% et chez les Verts 23%. Plus de la moitié des candidats de tous les partis ont recouru aux annonces, exception faite des candidats des Verts. Ces derniers ont systématiquement moins utilisé les outils de la campagne électorale que les candidats des autres partis. Cela peut avoir différentes causes. Il est probable que les candidats des Verts disposaient de beaucoup moins de moyens que, par exemple, les candidats du PS. En raison de la faible force électorale des Verts, il est aussi possible que le nombre de candidats Verts qui pensent avoir des chances de remporter un siège soit plus limité que dans les autres partis, et que les candidats Verts qui ne servent qu'à remplir les listes fassent moins d'efforts que ceux dont les chances d'élection sont réelles.

Tableau 20 : utilisation et importance de différents outils de campagne

		Non élus	Elus	Hommes	Femmes	UDC	PRD	PDC	PS	Verts CH
Affiches électorales	Pas utilisé	59	19	54	59	40	38	41	59	77
	Peu important	13	22	14	12	14	20	17	14	7
	Important	28	59	31	29	46	42	41	27	16
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>N (pondéré)</i>	<i>2791</i>	<i>194</i>	<i>1936</i>	<i>1049</i>	<i>394</i>	<i>429</i>	<i>357</i>	<i>395</i>	<i>402</i>
Annonces	Pas utilisé	60	17	55	61	40	39	49	48	74
	Peu important	15	25	18	13	19	19	19	21	14
	Important	24	58	27	26	41	42	32	30	13
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>N (pondéré)</i>	<i>2803</i>	<i>195</i>	<i>1948</i>	<i>1050</i>	<i>401</i>	<i>433</i>	<i>363</i>	<i>393</i>	<i>405</i>
Dépliants	Pas utilisé	42	29	40	44	30	24	20	42	62
	Peu important	13	18	14	12	14	14	15	15	13
	Important	45	54	46	44	56	62	65	44	25
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>N (pondéré)</i>	<i>2784</i>	<i>190</i>	<i>1926</i>	<i>1049</i>	<i>395</i>	<i>419</i>	<i>359</i>	<i>393</i>	<i>407</i>
Site internet	Pas utilisé	54	17	48	58	36	35	34	45	70
	Peu important	15	24	18	11	15	15	20	18	12
	Important	31	59	34	30	49	50	45	38	18
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>N (pondéré)</i>	<i>2759</i>	<i>195</i>	<i>1900</i>	<i>1054</i>	<i>393</i>	<i>424</i>	<i>358</i>	<i>395</i>	<i>403</i>

Exemple de lecture : 59% des non élus ont indiqué n'avoir utilisé aucune affiche électorale, pour 13%, cet outil n'avait que peu d'importance et pour 28% il s'agissait d'un instrument important.

Une question qui revient fréquemment en Suisse est celle du financement des partis politiques et des candidats, principalement en raison du manque de transparence à ce sujet. Comme il n'existe aucune déclaration obligatoire sur l'origine ou les moyens financiers investis par les candidats ou les partis dans la campagne électorale, il est nécessaire de s'appuyer sur des estimations ou sur les

déclarations des candidats. Nous avons demandé à tous les candidats le montant de la somme totale investie dans leur campagne. Les résultats sont à interpréter avec prudence car certains candidats peuvent avoir tendance à sous-estimer leurs dépenses. Ainsi, les montants effectivement dépensés sont probablement plus élevés que ceux qui sont déclarés. A l'inverse des USA, où les dons sont synonymes d'indicateur de popularité d'un candidat, l'argent investi en Suisse dans la politique a toujours encore un caractère ambigu et nombre d'acteurs hésitent à en parler publiquement. Dans le questionnaire, nous avons uniquement mesuré les moyens utilisés par les différents candidats. Il est impossible d'évaluer ici les moyens affectés aux campagnes électorales par les partis, les privés ou les comités.

Une estimation des dépenses déclarées par les 1700 candidats indique un total de 25 millions de francs qui ont servi à l'ensemble des candidats pour leur campagne électorale. Plus précisément, 6,1 mio sont dévolus aux candidats UDC, 5,9 mio à ceux du PRD, 4,9 mio au PDC, 2,5 mio au PS et 1,2 mio aux Verts. Cela signifie qu'une candidate ou un candidat a consacré en moyenne plus de Fr. 9000.- pour sa campagne électorale, c'est-à-dire au moins 5 francs par habitant ayant le droit de vote (4,9 mio de personnes), respectivement au moins 10 francs par votant. Les fluctuations sont toutefois considérables : les candidats bourgeois dépensent en moyenne Fr. 15 000.-, ceux du PS Fr. 6800.- et ceux des Verts Fr. 3100.-. S'y ajoutent encore les dépenses des partis pour la campagne électorale, qui, selon les estimations, représentent un montant de plusieurs dizaines de millions et sont donc susceptibles de doubler les dépenses de l'ensemble de la campagne. De ce fait, les dépenses électorales par habitant en Suisse sont comparables à celles d'autres démocraties occidentales. Par exemple, aux USA, les dépenses pour les élections présidentielles 2008 s'élèveront à plus de 1000 mio de \$, ce qui ne dépasse pas les 5 \$ par habitant pour les 200 mio d'électrices et d'électeurs potentiels.

Les dépenses sont réparties très inégalement entre les candidats, car la plupart d'entre eux dépensent très peu d'argent pour leur campagne. Les non élus sont 18% à ne pas avoir investi le moindre franc dans la campagne et 70% à avoir dépensé moins de 5000 francs. Chez les élus, les dépenses étaient nettement plus élevées dans l'ensemble : 80% ont indiqué avoir investi plus de 10 000 francs et 30% plus de 50 000 francs. Les hommes avaient davantage d'argent à leur disposition que les femmes, qui devaient souvent se contenter de budgets plus modestes. Pour les femmes, la difficulté est donc apparemment plus grande que pour les hommes de récolter de l'argent pour leur campagne électorale.

Les différences sont également très nettes entre les partis. Les candidats de gauche, et en particulier ceux des Verts, disposent de beaucoup moins de moyens que les candidats des partis bourgeois. Chez les Verts, seuls 7% ont indiqué avoir dépensé plus de 10 000 francs, alors qu'au PS ils sont tout de

même 24%, au PDC et au PRD ils sont 35% et à l'UDC 47%. Les dépenses pour la campagne électorale de l'UDC sont plus élevées que celles des autres partis bourgeois, le PRD et le PDC. En revanche, à l'UDC, la proportion des candidats qui n'ont (soi-disant) pas dépensé le moindre centime est légèrement plus élevée que celle des autres partis bourgeois.

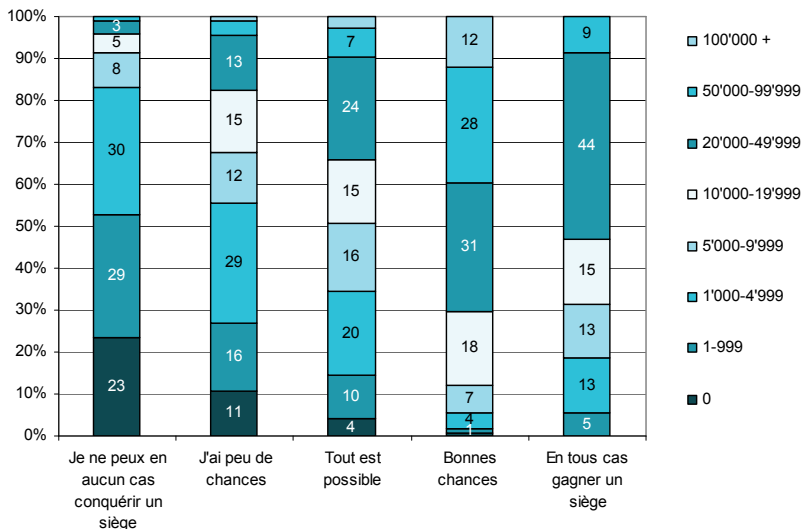
Tableau 21 : dépenses pour la campagne électorale des différents candidats

	Total	Non élus	Elus	Hommes	Femmes	UDC	PRD	PDC	PS	Verts
0	17	18	2	15	20	13	9	7	16	25
1-999	22	24	2	20	27	9	14	17	18	36
1'000-4'999	27	28	9	28	24	22	28	25	28	26
5'000-9'999	10	10	7	10	10	10	12	15	14	5
10'000-19'999	9	9	15	10	8	14	11	12	15	2
20'000-49'999	10	8	33	11	7	22	17	14	8	3
50'000-99'999	4	2	26	4	3	8	5	8	1	2
100'000 +	1	1	6	2	1	3	3	2	0	0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>N (pondéré)</i>	2780	2599	182	1851	929	373	396	334	370	384

Exemple de lecture : 17% des sondés ont indiqué avoir investi 0 francs dans la campagne électorale, 22% entre 1 et 999 francs.

Il est également intéressant de comparer les dépenses de la campagne électorale selon l'estimation des chances d'être élu (cf. graphique 12). La grande majorité de ceux qui pensent n'avoir aucune chance de conquérir un siège dépense peu d'argent. Chez ceux qui estiment avoir peu de chances, les dépenses augmentent nettement. Les candidats qui pensent avoir de bonnes chances, mais qui ne sont pas certains de conquérir un siège, sont ceux qui dépensent le plus : 70% ont indiqué avoir dépensé plus de 20 000.-, 40% plus de 50 000.- pour leur campagne électorale. En revanche, ceux qui sont certains de conquérir un siège dépensent moins pour leur campagne.

Graphique 12 : dépenses pour la campagne selon les chances personnelles



Exemple de lecture : 23% de ceux qui croyaient ne pas pouvoir conquérir un siège ont indiqué avoir dépensé 0 francs pour leur campagne électorale, 29% ont dépensé de 1-999 francs et 30% entre 1000 et 4999 francs (N : 1643 „en aucun cas un siège“; 653 „peu de chances“; 653 „résultat ouvert“; 463 „bonnes chances“; 52 „en tous cas un siège“).

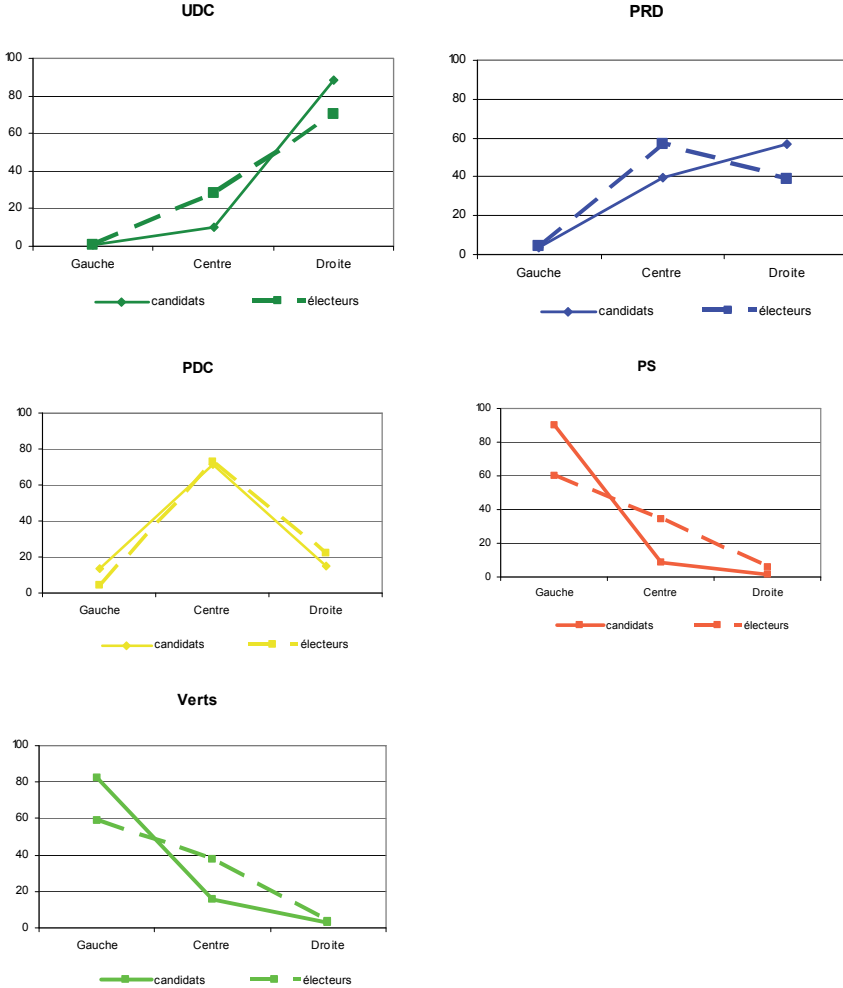
Dans la dernière partie de ce chapitre, nous allons comparer le positionnement des candidats à celui de l'électorat. Le graphique 13 présente l'auto positionnement de l'électorat ainsi que celui des candidats des cinq grands partis sur un axe gauche-droite. Pour cette illustration, nous avons défini trois groupes : à gauche ceux qui se sont positionnés entre 0 et 3, au centre ceux entre 4-6 et à droite ceux entre 7-10. Le trait en continu représente le positionnement des candidats, les pointillés le positionnement des électeurs.

Selon le parti, on constate des différences dans le positionnement des électeurs et des candidats. Pour l'UDC, ces différences de positionnement sont nettes : 90% des candidats se classent à droite alors que l'électorat s'y place "seulement" à 70%. Les écarts sont plus faibles au PRD, même si les candidats se classent également un peu plus à droite que l'électorat : 57% des candidats se classent à droite, alors que les électeurs ne le font qu'à 40%. Au PDC, les positionnements concordent, puisque plus de 70% des électeurs et des candidats se classent au centre.

C'est au PS et chez les Verts que les différences sont le plus marquées: les candidats du PS et des Verts se positionnent nettement plus à gauche que leurs

électeurs. En gros, 90% des candidats du PS et plus de 80% des Verts se qualifient de gauche, alors que les électeurs de chacun des partis ne sont que 60% à partager cet avis.

Graphique 13 : classement sur une échelle gauche-droite des candidats et des électeurs pour chacun des partis



Pour terminer, nous avons cherché à déterminer les thèmes considérés comme importants par les candidats et par les électeurs pour chaque parti (cf. tableau 22). Les candidats de l'UDC placent en premier lieu la criminalité et de la sécurité, suivis des finances et des impôts ainsi que de l'immigration, des étrangers et de l'asile. On observe ici une divergence par rapport à l'électorat de ce parti, pour lequel le thème de l'immigration, des étrangers et de l'asile est clairement prédominant. Autrement dit, cela signifie que les candidats de l'UDC mettent l'accent sur la criminalité et la sécurité comme le problème le plus important et pas sur un problème général relatif aux étrangers. L'électorat UDC ne le perçoit pas ainsi : pour ce dernier, il s'agit d'abord d'un problème lié aux étrangers et à l'asile en général. L'électorat UDC a donc une vision moins différenciée du problème que celle des candidats de ce parti.

Tableau 22 : thèmes considérés comme importants par les candidats et par l'électorat pour chaque parti

	UDC		PRD		PDC		PS		Verts	
	Candidats	Electorat	Candidats	Electorat	Candidats	Electorat	Candidats	Electorat	Candidats	Electorat
Immigration, étrangers, asile	15	40	8	22	8	21	16	21	5	16
Œuvres sociales, sécurité sociale	11	12	19	15	26	15	32	21	5	17
Environnement, énergie, climat	4	5	17	12	24	16	30	22	78	36
Criminalité, sécurité	33	17	9	8	7	6	3	2	2	2
Système politique, partis, politiciens	0	4	4	6	5	9	2	9	1	6
Marché du travail	1	4	1	6	3	10	2	6	0	4
Intégration européenne	7	2	7	3	8	4	3	3	1	2
Politique de la santé	0	2	3	7	1	4	1	5	0	4
Finances et impôts	16	4	10	4	3	3	4	1	0	1
Autres	13	10	21	18	15	14	9	10	7	12
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	392	562	412	303	346	281	393	382	402	185

Exemple de lecture : 15% des candidats de l'UDC ont indiqué le thème immigration, étrangers et asile comme problème le plus important en Suisse ; 40% partagent cet avis parmi les électeurs de l'UDC.

Chez les Verts, la différence est tout aussi claire en ce qui concerne les thèmes importants : 78% des candidats indiquent l'environnement et le climat comme problème le plus important, alors que, même si ce thème obtient un bon score auprès de l'électorat, ce dernier évoque une palette plus large de thèmes. Tant au PRD qu'au PDC, mais également au PS et chez les Verts, on constate que l'électorat est nettement plus préoccupé par l'immigration que les candidats.

Au PRD, il n'existe aucun thème réellement mobilisateur parmi les candidats, ce qui reflète également le manque de clarté des thèmes avancés dans la campagne électorale. La palette de sujets est tout aussi large au sein de l'électorat PDC, bien que les candidats se sont plus focalisés sur l'environnement et les questions sociales. L'environnement et la sécurité sociale sont les thèmes dominants des candidats du PS, les autres thèmes présentant une moindre importance, exception faite de l'immigration.

6 Annexe

6.1 *Le projet Selects*

Selects est un projet de recherche électorale qui existe depuis 1995. Il est soutenu par plusieurs instituts de science politique des universités suisses. Depuis 1995, Selects a non seulement permis de garantir la continuité de la recherche électorale suisse, mais également d'introduire des outils innovateurs et d'assurer la mise en en réseau avec la recherche internationale. Cette mise en réseau a lieu entre autres par la participation à deux études comparatives internationales. Il s'agit d'une part de l'étude comparative des systèmes électoraux - „Comparative Study of Electoral Systems (CSES)“ -, qui a débuté dans les années 90 et se trouve actuellement dans sa troisième phase. Le module CSES englobe différentes questions qui ont été incluses soit dans le sondage principal téléphonique, soit dans un sondage complémentaire écrit. En 2007, Selects a également participé à un nouveau projet comparatif international intitulé „Comparative Candidate Survey (CCS)“, et a questionné l'ensemble des candidats après les élections. Ce sondage auprès des candidats a été réalisé par l'équipe qui exploite la plate-forme en ligne smartvote sur mandat de Selects.

En 2007, le sondage a été financé pour la plus grande part par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Les cantons de Genève, du Tessin et de Zurich ont financé l'augmentation de l'échantillon à 600 personnes dans chacun de ces cantons.

Georg Lutz, auteur de cette étude, est directeur de projet de Selects depuis le 1^e janvier 2008. A partir de cette date, le projet Selects a été rattaché à la nouvelle Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS) de Lausanne. Jusqu'au 31 décembre 2007, le projet Selects, et donc aussi les enquêtes de 2007, ont été dirigés par une commission de l'Académie suisse pour les sciences humaines et sociales et par Peter Selb, directeur de projet. Les personnes suivantes étaient membres de la commission Selects: Carlo Malaguerra (président), Reto Hadorn (SIDOS), Hanspeter Kriesi (Université de Zurich), Max Kaase (Berlin), Wolf Linder (Université de Berne), Ioannis Papadopoulos (Université de Lausanne) Pascal Sciarini (Université de Genève), Werner Seitz (Office fédéral de la statistique), Hans-Urs Wili (chancellerie fédérale) et Henri von Roten (chancellerie du canton du Valais). Au sein du groupe de travail, les personnes suivantes ont participé avec Peter Selb à la conception du questionnaire et du sondage : Marc Bühlmann, Daniele Caramani, Dominique Joye, Philipp Leimgruber, Oscar Mazzoleni, Peter Moser, Sarah Nicolet, Florence Passy, Marco R. Steenbergen et Alexander Widmer.

6.2 *Interprétation des résultats*

Même les sondages dits représentatifs ne sont pas représentatifs au sens d'un reflet parfaitement fidèle de la réalité. La sélection des ménages et des personnes inclus dans l'échantillon comporte une marge d'erreur; il n'est pas possible de questionner tous les ménages sélectionnés, et ceux que l'on peut interroger ne sont pas forcément représentatifs de l'ensemble des ménages. Ainsi par exemple, lors de notre sondage, 67% de personnes ont indiqué avoir voté, alors que la participation n'était en réalité que de 48%. A l'aide d'une pondération, nous avons corrigé ces distorsions de participation, ainsi que celles relatives au choix du parti (cf. pondérations). Toutes ces sources d'erreurs indiquent pourtant que la prudence est de mise dans l'interprétation et la présentation des résultats.

Nous appliquons différents critères afin de pouvoir, si possible, interpréter uniquement des résultats fiables. En premier lieu, les différences doivent être statistiquement significatives, ce qui signifie qu'elles ne doivent pas être dues au hasard, afin que nous puissions les interpréter en tant que différences. Comme nous présentons essentiellement des relations bivariées nous nous appuyons, en règle générale, sur le test d'indépendance du Chi carré, qui vérifie si la répartition des cas dans un tableau croisé est statistiquement significative ou non. Nous n'avons présenté ici que des résultats significatifs. Même si la différence entre deux catégories dans un tableau est significative, cela ne signifie pas encore que toutes les différences dans ce tableau sont significatives.

Un autre critère à prendre en compte est l'erreur d'échantillonnage, qui nous renseigne sur l'intervalle dans lequel la valeur réelle se situe, selon une certaine probabilité. Cette marge d'erreur dépend du nombre de cas étudiés ainsi que de la distribution des résultats. Moins les cas étudiés sont nombreux et plus l'on se rapproche d'une distribution 50-50, plus le risque d'erreur est élevé. Si nous incluons l'ensemble des 4392 sondés dans une analyse, la marge d'erreur est de +/- 1,5% pour une distribution 50-50. Si l'étude porte uniquement sur les 192 électrices et électeurs des Verts questionnés en 2007, la marge d'erreur augmente à +/- 7,2%. Il n'est donc pas judicieux d'indiquer une marge d'erreur globale, puisque celle-ci varie selon le nombre de cas étudiés et est, en général, plus élevée que la marge d'erreur globale. Comme cette marge est presque toujours plus importante que 1% dans notre échantillonnage de plus de 4000 sondés, nous renonçons à indiquer des résultats comportant des virgules, afin de ne pas donner une impression d'exactitude que nous ne pouvons pas garantir. Il est également important de toujours ajouter le chiffre (N), c'est-à-dire le nombre de personnes incluses dans les différentes analyses.

Un autre critère important permettant de garantir la qualité scientifique est d'assurer l'accès public aux données. L'unique manière de vérifier – ou de falsifier – des résultats et de les rendre compréhensibles est de garantir l'accès aux données brutes et de décrire les méthodes d'analyse de manière compréhensible. Nous

nous engageons à appliquer ce principe. Les données du sondage 2007, ainsi que celles de tous les sondages antérieurs sont documentées de manière détaillée et accessibles au public sur le site de la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS - www.fors.unil.ch).

6.3 Les sondages

Les données des sondages utilisées ici ont été récoltées dans le cadre des études électorales suisses Selects 1995, 1999, 2003 et 2007, au moyen d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI). Toutes les personnes ayant le droit de vote résidant en Suisse et possédant un raccordement téléphonique fixe composaient la population de base de l'enquête.

Le sondage réalisé auprès des 4392 citoyens et citoyennes suisses par l'Institut LINK est au cœur du projet conduit en 2007. L'échantillon national est composé de 2005 personnes. 2387 entretiens supplémentaires ont été réalisés, d'une part afin d'assurer un échantillon d'au moins 100 personnes dans chaque canton et d'autre part afin de porter le nombre de personnes interrogées dans les cantons de Zurich, Tessin et Genève à 600. Ces entretiens supplémentaires ont été financés par les cantons susmentionnés. Les analyses présentées dans la présente étude se basent sur l'ensemble des 4392 entretiens. Afin d'équilibrer la sur- et la sous-représentation des cantons, les données ont été pondérées (cf. description détaillée à ce sujet dans l'annexe). Après l'enquête par téléphone, un questionnaire écrit complémentaire a été envoyé à 3009 personnes. Au total, 2291 personnes (76%) ont rempli ce questionnaire complémentaire et l'ont retourné par la poste ou par voie électronique.

L'enquête auprès d'un échantillon national de 2000 personnes était aussi au cœur des études électorales de 1995, 1999 et 2003. En plus de cet échantillon national, divers dispositifs ont été appliqués lors de ces précédentes études. En 1995, l'échantillon a été porté à 600 personnes dans les cantons de Lucerne, Glaris, Schaffhouse, Argovie, Tessin, Valais et Genève et à 800 dans les cantons de Zurich, Berne et Vaud. En 1999, un échantillon de 600 personnes a également été interrogé dans les cantons de Zurich, du Tessin et de Genève. En 2003, au moins 600 personnes par canton ont été questionnées dans les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Schaffhouse, Argovie, Tessin, Vaud et Genève. En outre, en 2003, on a veillé à interroger au moins 30 personnes par canton. Au total, on a ainsi interrogé 7278 personnes en 1995, de 3288 personnes en 1999 et 5700 en 2003 (voir tableau A.1.).

Comme une partie de l'échantillon de base ne peut pas – pour diverses raisons – être interrogé, il faut sélectionner au départ un échantillon plus grand. Ainsi, pour l'enquête de 1995, on a tiré de l'annuaire de Swisscom (à l'époque encore annuaire téléphonique des PTT), 22 664 numéros de téléphone, répartis de manière aléatoire, mais par canton, afin d'arriver au chiffre global de 7278 personnes

interrogées. En 1999, l'échantillon de départ comprenait 8870 numéros de téléphones, en 2003, 15 005 et en 2007, 12 081 (voir tableau A.1.). Les appels téléphoniques – puis les enquêtes proprement dites – ont été réalisés en 1995 par les instituts de sondage IPSO et IHA-GfM, en 1999, 2003 et 2007 par l'Institut LINK, institut de recherche marketing et sociale. 16 à 29 pour cent des contacts de départ ont dû être supprimés pour des raisons neutres, c'est-à-dire pour des raisons n'influençant pas la qualité de l'échantillonnage, puisque les numéros concernés ne faisaient en fait pas partie de l'ensemble de base défini plus haut (numéros d'entreprises, aucune personne avec droit de vote dans le ménage, numéros invalides). Une autre partie des contacts (24-30%) a été perdue pour d'autres raisons, par ex. parce que personne n'était atteignable malgré des essais répétés, parce qu'une interview dans la tranche de temps prévue était impossible, pour des raisons de santé ou linguistiques, ou suite à un refus de participer à l'enquête.

Tableau A.1. Volume de l'échantillonnage et exploitation dans les sondages transversaux de Selects en 1995, 1999 et 2003. En chiffres absolus (N) et pour cent (%).

	1995		1999		2003		2007	
	N	%	N	%	N	%	N	%
<i>Niveau des ménages</i>								
<i>Ménages sélectionnés</i>	22'664	100.0	8'870	100.0	15'005	100.0	12'081	100
<i>Pertes neutres pour les échantillons</i>	4'729	20.9	2'527	28.5	2'448	16.3	3'128	25.9
<i>Autres pertes</i>	6'874	30.3	2'089	23.6	4'523	30.1	2'704	22.4
<i>Personne cible déterminée</i>	11'061	48.8	4'254	48.0	8'034	53.5	6'248	51.7
<i>Niveau des personnes</i>								
<i>Personnes cibles contactées</i>	11'061	100.0	4'254	100.0	8'034	100.0	5706	100
<i>Pertes</i>	3'800	34.4	997	23.4	2'143	26.7	888	15.6
<i>Entretiens réalisés</i>	7'261	65.6	3'257	76.6	5'891	73.3	4410 ¹	84.4

¹ De ces 4410 entretiens, 18 ont été stoppés après la première question lorsque la personne indiquait qu'elle avait le droit de vote dans le canton de Nidwald; en 2007, l'élection au Conseil national a été tacite dans ce canton. Concrètement, 4392 entretiens complètes ont été réalisés.

Pour le reste des 50 pour cent sélectionnés sur la base des raccordements téléphoniques, une personne cible a été déterminée de manière aléatoire parmi les membres du ménage ayant le droit de vote. De ces personnes, 15 à 34 pour cent ont disparu suite au refus de répondre, à l'inaccessibilité de la personne, à des problèmes de santé ou linguistiques. On constate que le taux de pertes est nettement plus faible en 2007 que lors des précédents sondages. Les réactions des enquêteurs laissent supposer que l'augmentation de l'intérêt pour la politique suscitée par les élections 2007 et la plus grande disposition à participer à l'enquête qui en découle pourraient être à l'origine de ce recul.

Dans l'ensemble, les pertes sont certes élevées, mais pas inattendues, comme le montre l'adéquation existant entre le nombre d'entretiens projetés et le nombre d'entretiens effectivement réalisés à partir des échantillons bruts de départ. En principe, une exploitation incomplète d'un grand nombre d'échantillons aléatoires ne pose problème que lorsque les causes de la perte dépendent de manière systématique de certaines caractéristiques d'étude pertinentes des personnes qui constituent l'échantillon.

En 2007, en complément de l'enquête auprès des électrices et électeurs, une enquête a également été conduite auprès des candidates et candidats. L'équipe responsable de la plate-forme en ligne smart-vote a réalisé cette enquête au moyen d'un questionnaire en ligne et d'un questionnaire écrit – pour les personnes qui n'avaient pas répondu en ligne. Sur les 3181 candidats au Conseil national et au Conseil des Etats (3100 candidats au Conseil national et 141 au Conseil des Etats, dont 81 uniquement pour le Conseil des Etats), 1707 candidats ont participé, ce qui représente un taux de réponse de 54%. Ici aussi, le taux de réponse a été différent selon le canton ou parmi les élus / non élus, ce que nous avons également corrigé par des pondérations selon les cantons et les élus / non élus.

6.4 Pondération

Comme déjà mentionné, les personnes effectivement interrogées ne sont pas représentatives de l'électorat dans son ensemble, tant en raison des échantillons utilisés par canton que par suite des pertes sélectives. Ces distorsions sont corrigées au moyen de pondérations. Le problème est que la pondération d'une caractéristique peut produire de nouvelles distorsions. La question de savoir s'il faut pondérer et, dans l'affirmative, sur la base de quelles caractéristiques, est controversée dans la littérature. Jusqu'à présent, dans le sondage, nous avons appliqué le principe de corriger par l'application d'une pondération (1) les distorsions dues aux échantillons ainsi que (2) les caractéristiques pertinentes au niveau de l'étude.

- (1) Les distorsions dues aux échantillons sont liées d'une part au sur-échantillonnage appliqué dans quelques cantons et d'autre part à la probabilité différente d'être questionné selon la taille du ménage. La base de départ du sondage concerne tous les ménages et quelqu'un qui vit seul sera toujours sélectionné, alors qu'une personne faisant partie d'un ménage comprenant 4 personnes ayant le droit de vote n'aura que 25% de chances d'être sélectionné. Cette différence dans la probabilité d'être sélectionné en fonction de la taille du ménage a été incluse dans la pondération en 2007.
- (2) Au niveau de l'étude, deux caractéristiques sont principalement pertinentes pour notre question : la participation et le choix du parti. Nous avons également appliqué une pondération pour corriger ces deux types de distorsions.

Tableau A.2. Pondération cantonale (w_k) des données du sondage sur la base de la part des personnes ayant le droit de vote dans chaque canton par rapport à l'ensemble de l'électorat suisse (GG) selon l'Office fédéral de la statistique, et de la part des sondés de chaque canton 1995-2007 (en %).

Canton	1995			1999			2003			2007		
	GG	éch.	w_k	GG	éch.	w_k	GG	éch.	w_k	GG	éch.	w_k
ZH	16.8	10.7	1.57	16.9	18.8	0.90	16.8	10.8	1.56	16.8	10.8	1.56
BE	14.7	10.6	1.39	14.6	8.2	1.79	14.5	9.5	1.52	14.5	9.5	1.52
LU	5.0	7.8	0.64	5.0	3.0	1.66	5.0	10.4	0.48	5.0	10.4	0.48
UR	0.6	0.1	6.48	0.5	0.3	1.48	0.5	0.5	1.09	0.5	0.5	1.09
SZ	1.7	0.4	4.43	1.8	1.3	1.40	1.8	0.6	2.87	1.8	0.6	2.87
OW	0.5	0.1	9.45	*	*	*	0.5	0.6	0.87	0.5	0.6	0.87
NW	0.6	0.2	3.24	0.6	0.5	1.22	0.6	0.6	1.01	0.6	0.6	1.01
GL	0.5	7.7	0.06	0.5	0.3	1.48	0.5	0.5	0.92	0.5	0.5	0.92
ZG	1.3	0.4	3.17	1.4	1.0	1.47	1.4	0.6	2.17	1.4	0.6	2.17
FR	3.3	0.9	3.84	3.4	2.0	1.68	3.4	1.5	2.23	3.4	1.5	2.23
SO	3.5	0.8	4.49	3.5	2.3	1.50	3.5	1.2	2.90	3.5	1.2	2.90
BS	2.8	0.9	2.98	2.5	1.4	1.85	2.5	1.0	2.63	2.5	1.0	2.63
BL	3.8	0.9	4.10	3.8	2.5	1.51	3.8	1.2	3.11	3.8	1.2	3.11
SH	1.1	7.9	0.14	1.0	0.6	1.63	1.0	11.2	0.09	1.0	11.2	0.09
AR	0.8	0.3	2.52	0.8	0.5	1.74	0.8	0.7	1.18	0.8	0.7	1.18
AI	0.2	0.1	1.89	0.2	0.2	1.30	0.2	0.6	0.32	0.2	0.6	0.32
SG	6.1	1.8	3.34	6.1	3.6	1.68	6.1	2.3	2.70	6.1	2.3	2.70
GR	2.7	0.5	5.52	2.8	1.3	2.12	2.7	0.6	4.54	2.7	0.6	4.54
AG	7.4	8.1	0.92	7.6	5.1	1.50	7.5	10.9	0.69	7.5	10.9	0.69
TG	3.0	0.8	3.84	3.0	1.6	1.88	3.0	1.2	2.56	3.0	1.2	2.56
TI	4.1	8.1	0.51	4.2	19.0	0.22	4.1	9.5	0.43	4.1	9.5	0.43
VD	7.9	10.4	0.76	7.9	4.6	1.70	7.9	11.0	0.72	7.9	11.0	0.72
VS	3.9	7.8	0.50	4.0	1.8	2.21	3.9	1.4	2.74	3.9	1.4	2.74
NE	2.3	0.7	3.48	2.3	1.5	1.56	2.3	0.8	2.71	2.3	0.8	2.71
GE	4.5	11.8	0.38	4.5	18.1	0.25	4.5	10.2	0.44	4.5	10.2	0.44
JU	1.0	0.3	3.02	1.0	0.6	1.71	1.0	0.5	2.18	1.0	0.5	2.18

*En 1999, élection tacite à Obwald ; de ce fait, exclusion de l'échantillonnage

Le tableau A.2. présente la répartition par canton des personnes interrogées dans les études Selects de 1995 à 2007, la part des personnes possédant effectivement le droit de vote dans les cantons selon l'Office fédéral de la statistique, et la pondération cantonale qui y est liée. Cette pondération est obtenue en calculant le quotient entre la part des personnes possédant le droit de vote dans un canton k par la part de personnes de ce même canton interrogées dans l'enquête, soit $w_k = GG_k / \text{échantillon}_k$. Cette pondération assure a posteriori que les citoyens de chaque canton aient la même probabilité d'être sélectionnés.

Alors que la pondération cantonale assure la proportionnalité de l'échantillon par rapport aux populations cantonales, il convient – selon les besoins de l'analyse – de pondérer la participation et le score électoral des partis, afin de corriger les distorsions existant entre les résultats réels et ceux observés dans le sondage. Dans le cas de la participation et du choix du parti la distorsion peut être systématiquement liée à certaines caractéristiques des membres de l'échantillon de base. On voit ainsi dans le tableau A.3. que la part de ceux qui ont indiqué avoir participé aux élections est chaque fois nettement plus élevée que la participation réelle : alors que, de 1995 à 2003, la participation officielle se situait entre 42 et 49 pour cent lors des élections au Conseil national, la part correspondante mesurée par échantillonnage se situait entre 62 et 72 pour cent ! Ce phénomène connu sous le nom de "over reporting" a probablement diverses origines. D'une part, il se peut qu'une partie des personnes interrogées n'ait pas répondu honnêtement à la question de la participation, en raison de la pression ou de la désirabilité sociales existant en la matière – il est socialement plus convenable de dire que l'on a participé. D'autre part, on peut très bien supposer que les personnes qui ont réellement voté soient sur-représentés dans l'échantillon.

Si l'on corrige ce genre de distorsions par des pondérations, il est nécessaire de faire certaines suppositions. Pour la pondération de la participation w_b utilisée dans le cadre de la présente étude, on part du principe que les votants et les non votants autoproclamés sont représentatifs des groupes respectifs dans la population de base. Comme pour la pondération cantonale, la pondération de la participation est calculée en tant que $w_b = GG_b / \text{échantillon}_b$.

Tableau A.3. Pondération de la participation (w_b) des données du sondage sur la base de la participation officielle (GG) selon l'Office fédéral de la statistique et de la répartition des sondés dans l'échantillon de 1995 à 2007 (en %). L'échantillon est pondéré par w_p

Participation	1995			1999			2003			2007			w_b
	GG	éch.	w_b	GG	éch.	w_b	GG	éch.	w_b	GG	éch.	w_b	
Oui	42.2	62.1	.68	43.3	61.6	.70	45.2	67.9	.67	48.3	72.3	.67	
Non	57.8	37.9	1.52	56.7	38.4	1.48	54.8	32.1	1.71	41.7	27.2	1.87	

Comme le montre le *tableau A.4.*, la distorsion due à la sélectivité de l'échantillonnage est un peu moins marquée en ce qui concerne la force électoral des partis. Toutefois, tout comme dans d'autres sondages, on peut constater une sur-représentation de l'électorat PS, très modeste en 2007. Faute d'informations concernant le processus à l'origine de ce phénomène, on suppose une nouvelle fois que l'électorat des partis qui a pris part aux sondages est représentatif des groupes correspondants dans l'ensemble de l'électorat. La pondération de parti w_p est obtenu selon un calcul similaire aux deux pondérations précédentes en

tant que $w_p = GG_p / \text{échantillon}_p$, les personnes qui n'ont pas voté obtenant ici le poids de 1.

Les pondérations présentées ici ont été conjuguées de manière diverse, en fonction des besoins des analyses conduites dans cette brochure. Pour les analyses présentées dans le chapitre sur la *participation aux élections*, c'est la pondération $w_k \times w_b$ qui a été utilisée. Pour les analyses relatives au *choix du parti*, la pondération $w_k \times w_b \times w_p$ a servi en ce qui concerne les transferts de voix et $w_k \times w_p$ pour les autres analyses.

Tableau A.4. Pondération du parti (w_p) dans les données du sondage sur la base des résultats électoraux officiels d'après l'Office fédéral de la statistique (GG) et de la répartition des sondés dans l'échantillon 1995, 1999, 2003 et 2007 (en %). L'échantillon est pondéré par w_p

Parti	1995			1999			2003			2007		
	GG	éch.	w_p	GG	éch.	w_p	GG	éch.	w_p	GG	éch.	w_p
UDC	14.9	14.7	1.01	22.5	22.7	.99	26.7	26	1.03	28.9	28.3	1.02
PRD	20.2	21.0	.96	19.9	20.6	.97	17.3	15.3	1.13	15.8	15.2	1.04
PDC	16.8	12.2	1.38	15.9	13.8	1.15	14.4	14	1.03	14.4	16.6	.87
PS	21.8	31.2	.70	22.5	28.3	.80	23.3	29.7	.78	19.5	19.8	.98
Verts	6.5	5.2	1.26	5.3	3.4	1.54	8.0	6.4	1.25	9.6	10.9	.88
Autres	19.8	15.7	1.26	13.9	11.2	1.24	10.3	10.3	1.19	11.7	9.2	1.27

Tout comme nous avons corrigé les distorsions du sondage d'opinion national, nous avons aussi corrigé les distorsions de l'enquête réalisée auprès des candidats. Nous nous y sommes toutefois pris autrement et avons pondéré vers le haut les 1700 réponses en nous basant sur l'ensemble des 3100 candidats. C'est pourquoi, le N du tableau ne correspond pas aux 1700 candidats et candidates interrogés, mais est pondéré pour le ramener au total des 3100 candidats. Cette manière de faire présente l'avantage que pour l'évaluation des coûts de la campagne électorale en particulier, le total des indications est valable pour l'ensemble des candidats et n'a donc plus besoin d'être corrigé. Toutefois, dans le calcul de la pondération, nous avons pondéré vers le haut de manière différenciée les élus et les non élus dans chaque canton séparément, puisque le taux de réponse de ces groupes a été très différent (tableau A.5). Dans une seconde étape, nous avons encore corrigé les distorsions restantes entre les partis (tableau A.6). Ici aussi nous supposons que les personnes qui ont répondu sont représentatives de l'ensemble des candidats dans le groupe concerné.

Tableau A.5. Pondération des cantons selon cantons, élus et non élus. L'échantillon est pondéré par W_{kand}

	Elus			Non élus		
	GG	Echantillon	W_{kand}	GG	Echantillon	W_{kand}
ZH	34	15	2.3	770	333	2.3
BE	26	20	1.3	488	271	1.8
LU	10	6	1.7	123	82	1.5
UR	1	1	1.0	0	0	
SZ	4	3	1.3	44	30	1.5
OW	1	1	1.0	3	2	1.5
NW	1	0		0	0	
GL	1	1	1.0	2	1	2.0
ZG	3	3	1.0	30	20	1.5
FR	7	3	2.3	73	43	1.7
SO	7	5	1.4	74	43	1.7
BS	5	5	1.0	83	43	1.9
BL	7	4	1.8	78	45	1.7
SH	2	2	1.0	12	7	1.7
AR	1	1	1.0	0	0	
AI	1	0		0	0	
SG	12	5	2.4	219	129	1.7
GR	5	4	1.3	56	34	1.6
AG	15	9	1.7	224	117	1.9
TG	6	4	1.5	69	44	1.6
TI	8	6	1.3	71	43	1.7
VD	18	13	1.4	206	104	2.0
VS	7	1	7.0	125	72	1.7
NE	5	4	1.3	50	40	1.3
GE	11	8	1.4	86	36	2.4
JU	2	2	1.0	14	7	2.0

Tableau A.6. Pondération du parti (W_{kandp}) dans l'enquête auprès des candidats sur la base des candidats effectifs (GG) et de la répartition des candidats interrogés dans l'échantillon (échantillon) (en %). L'échantillon est pondéré par W_{kandp}

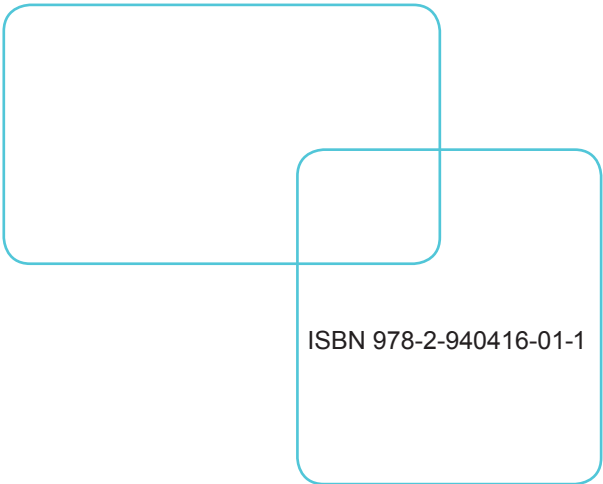
	GG	échantillon	W_{kandp}
UDC	13.2	12.0	1.10
PRD	14.1	13.2	1.07
PDC	12.0	11.8	1.01
PS	13.2	15.3	0.87
Verts suisses	13.4	16.6	0.80
Autres	34.1	31.1	1.10

Bibliographie sélective des études résultant du projet Selects

- OFS, Office fédéral de la statistique (2003). *Nationalratswahlen 2003: Der Wandel der Parteienlandschaft seit 1971*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- OFS, Office fédéral de la statistique (2004). *Die Frauen bei den Nationalratswahlen 2003. Entwicklung seit 1971*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- OFS, Office fédéral de la statistique (2006). *Nationalratswahlen 2003. Übersicht und Analyse*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- OFS, Office fédéral de la statistique (2007). *Nationalratswahlen 2003. Die Wählerinnen und Wähler unter der Lupe*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- BÜHLMANN, Marc, Sarah NICOLET und Peter SELB (Hrsg., 2006). *National Elections in Switzerland, Sonderheft der Schweizerischen Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 12 (4).
- FARAGO, Peter (1996). *Wahlen 95*. Bern/Genf/Zürich: Institute für Politikwissenschaft der Universitäten Bern, Genf und Zürich.
- HIRTER, Hans (2000). *Wahlen 1999*. Bern/Genf/Zürich: Institute für Politikwissenschaft der Universitäten Bern, Genf und Zürich.
- KRIESI, Hanspeter, Romain LACHAT, Peter SELB, Simon BORNSCHIER und Marc HELBLING (Hrsg., 2005). *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ.
- KRIESI, Hanspeter, Wolf LINDER und Ulrich KLÖTI (Hrsg., 1998). *Schweizer Wahlen 1995*. Bern/Stuttgart/Wien: Haupt.
- SCHLOETH, Daniel (1998). *Vor die Wahl gestellt. Erklärungen des Wahlverhaltens bei den Eidgenössischen Wahlen 1995*. Bern/Stuttgart/Wien: Haupt.
- SCIARINI, Pascal, Sibylle HARDMEIER und Adrian VATTER (Hrsg., 2003). *Schweizer Wahlen 1999 – Elections Fédérales 1999*. Bern/Stuttgart/Wien: Haupt.
- SELB, Peter and Romain LACHAT (2004). *Wahlen 2003. Die Entwicklung des Wahlverhaltens*. Zürich: Institut für Politikwissenschaft.
- SELB, Peter (2003). *Agenda-Setting Prozesse in Wahlkampf*. Bern/Stuttgart/Wien: Haupt.
- WERNLI, Boris (2001). *Contraintes Institutionelles, Influences Contextuelles et Participation aux Elections Fédérales en Suisse*. Berne/Stuttgart/Vienna: Haupt.

L'UDC et les Verts sont les vainqueurs des élections fédérales 2007, le PS et le PRD les perdants. Pourquoi? L'enquête conduite auprès de 4392 électrices et électeurs suisses et celle réalisée auprès de 1707 candidates et candidats dans le cadre du projet Selects répond à cette question. Selects est un projet de recherche électorale qui existe depuis 1995. Il est soutenu par plusieurs instituts de science politique des universités suisses. Le projet Selects a été rattaché à la nouvelle Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS) de Lausanne en 2008. Le projet de recherche ainsi que l'impression et la traduction de cette brochure sont soutenus par le Fonds national suisse.

Dr. Georg Lutz, auteur de cette étude, est directeur de projet de Selects depuis le 1er janvier 2008. Il s'occupe principalement d'enseignement et de recherche en matière de comportements et d'institutions politiques.



ISBN 978-2-940416-01-1